

LOI DU 10 JUILLET 1976

N° 76-629 RELATIVE A

LA PROTECTION DE LA NATURE

COMMENTAIRES

THESE

présentée

à l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 7 Juillet 1980
pour obtenir le grade de Docteur-Vétérinaire

par

Gilles DEVIERNE

né le 8 Février 1955 à Boulogne (92)



LOI DU 10 JUILLET 1976

N° 76-629 RELATIVE A

LA PROTECTION DE LA NATURE

COMMENTAIRES

THESE

présentée

à l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 7 Juillet 1980
pour obtenir le grade de Docteur-Vétérinaire

par

Gilles DEVIERNE

né le 8 Février 1955 à Boulogne (92)



LOI DU 10 JUILLET 1976
N° 76-829 RELATIVE A
LA PROTECTION DE LA NATURE
COMMENTAIRES

THESE

présentée

A L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine - Pharmacie)



et soutenue publiquement le 7 juillet 1980

pour obtenir le grade de Docteur-Vétérinaire

par

Gilles DEVIERNE

Né le 8 février 1952 à Boulogne (95)



ETAT DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT
EN FONCTION A L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

- DIRECTEUR Monsieur le Professeur COTTEREAU
- DIRECTEURS HONORAIRES Messieurs les Professeurs
TAPERNOUX, FLORIO, PROGET

PROFESSEURS

- 1° - Alimentation M. WOLTER
- 2° - Anatomie M. BARONE
- 3° - Chirurgie M. COULON
- 4° - Histologie - Anatomie pathologique M. TISSEUR
- 5° - Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale M. CHANTEGRELET
- 6° - Maladies contagieuses M. JOUBERT
- 7° - Parasitologie M. EUZEBY
- 8° - Pathologie générale - Microbiologie M. OUDAR
- 9° - Pathologie médicale du bétail M. COTTEREAU

10° - Pathologie médicale des éouidés	M. FONTAINE
11° - Pathologie de la Reproduction	M. BERTRAND
12° - Pharmacie - Toxicologie	M. LORGUE
13° - Physiologie	M. BOST
14° - Physique - Chimie	M. DELATOUR
15° - Zootechnie	M. PROGET
16° - C.F.T.S.V.	M. FLACHAT Directeur

PROFESSEURS SANS CHAIRE

MM. JEAN-BLAIN, LE NIHOUANEN, GASTELIU, PRAVE, LAPRAS, DESCHANEL, BOIVIN
Melle LAVAL

MAITRE DE CONFERENCES

M. FRANCK

MAITRES-ASSISTANTS AGREGES

M. KECK

MAITRES-ASSISTANTS

MM. BELLI, Mme CHAUVÉ, M. CHOMEL, Mle COURSAT, MM. DEMONT, DENOIX, EUZÉBY,
MM. FAU, GARNIER, GEVREY, JAUSSAUD, LEGRAY, NEYRET, Mme RACHAIL, M. RICHARD

ASSISTANTS.

MM. BENOIT, BEZEAUD, Mme CHAPPUIS, M. CHARLET, Mle FAUBLEE, Mme FOURNEL
MM. FRENAY, GENIN, Mme HACHLER, M. LE FOURNI, MAY, NGO TAN HUNG, Mle RAGUIN
MM. THIEBAULT, THIEVENAZ

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président M. le Professeur COUDERT

Premier assesseur M. le Professeur FONTAINE

Deuxième assesseur M. le Professeur LAPRAS

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie)
de LYON et l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON
déclarent que les opinions émises dans les disser-
-tations qui leur sont présentées doivent être
considérées comme propre à leurs auteurs et qu'elles
n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A MA FIANCEE

Qu'elle trouve dans ce modeste travail
l'expression de l'amour que je lui porte
et qu'elle accepte que je lui dédie cet
ouvrage.

A MES PARENTS

En témoignage de mon affection et de ma
reconnaissance pour l'aide qu'ils m'ont
toujours apportée en chaque chose et
jusque dans ce travail.

A MA MARRAINE ET A MA SOEUR

Avec toute mon affection.

A TOUS CEUX QUI ME SONT CHERS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR COUDERT

qui nous a fait l'honneur d'accepter la présidence de notre jury de thèse. Qu'il soit remercié de la bienveillance de son accueil et de l'intérêt qu'il a bien voulu trouver à notre travail.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR FONTAINE

Il a su nous inspirer cet ouvrage, nous guider dans sa réalisation et en aplanir pour nous les difficultés. En témoignage de notre respectueuse admiration et de notre profonde gratitude.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LAPRAS

A qui nous adressons nos remerciements pour avoir accepté de faire partie de notre jury de thèse.

Nous tenons aussi à remercier, pour son aide et sa cordialité, la Légion de Gendarmerie Rhône-Alpes et tout particulièrement l'atelier de diffusion.

" Notre génération sait qu'elle ne refera pas le monde. Mais sa tâche peut être plus grande: elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse ".

Albert CAMUS

I N T R O D U C T I O N

Si le concept de protection de la nature, sinon sa mise en oeuvre, remonte à la plus haute antiquité, la dégradation de la nature par l'homme est bien plus ancienne et a pratiquement commencé avec l'apparition de celui-ci.

En effet, en tant que mammifère appartenant à diverses biocénoses, l'homme a eu une action comme prédateur et comme compétiteur sur les communautés naturelles dont il faisait partie. Mais contrairement à de nombreuses espèces, il s'adapta parfaitement à toutes les conditions de milieu et se multiplia, envahissant toute la surface terrestre. Bientôt il ne se contenta plus de s'adapter au milieu, mais commença à transformer selon ses besoins puis ses désirs, le monde animal végétal et minéral. Dès le paléolithique (environ 12.000 ans avant J.C.) les chasseurs ont brûlé de vastes étendues de savanes et de forêts pour leurs besoins cynégétiques. L'apparition des pasteurs puis des agriculteurs modifia encore plus profondément le paysage. La forêt, seule protection efficace contre l'altération du sol, regresse de plus en plus. Ainsi, plus tard, certains auteurs classiques regrettaient dans leurs écrits les anciennes et vastes forêts méditerranéennes devenues des zones semi-désertiques à peine capables "d'assurer la pitance de quelques chèvres" (7).

C'est le Moyen-Age qui commença à prendre réellement conscience de la dégradation de la

nature; et les Princes d'Europe se mirent à protéger les forêts. Ces mesures avaient évidemment pour but d'empêcher la disparition du gibier qu'ils chassaient, mais elles furent néanmoins très utiles pour la conservation de la flore et de la faune. Des actions plus désintéressées firent même leur apparition puisqu'en Pologne, aux XIII^e et XIV^e siècles, la chasse de l'auroch, encore abondant dans ce pays à cette époque, fut peu à peu interdite. Au XVI^e siècle le roi Sigismond III enferma les derniers survivants dans des parcs où leur protection était totale, sans réussir toutefois à sauver l'espèce. De telles mesures n'étaient pas isolées dans le monde. On en retrouve des exemples caractéristiques aux Indes (l'Empereur Asoka protégeait la faune et la flore dans des parcs naturels en 242 avant J.C.) et en Chine (Koubilaï Khan réglementa la chasse au XIII^e siècle (7).

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle la nature n'était pas encore trop altérée. L'industrialisation massive et l'incursion de l'homme dit "civilisé" dans des territoires pour ainsi dire vierges afin de les coloniser, réalisa en un peu plus d'un siècle ce que plusieurs millénaires n'avaient fait qu'ébaucher.

Il suffit de relire le livre du Professeur Jean DORST " Avant que nature meure " pour être stupéfié de l'importance des ravages exercés par l'homme au XIX^e siècle sur la faune et la flore du monde entier. Mais toute action suscite sa réaction. C'est ainsi que la première réserve naturelle fut créée en France dans la forêt de Fontainebleau (1853) à l'initiative de peintres appartenant à "l'école de Barbizon".C'était donc une réserve

à caractère artistique plus qu'écologique.

Quelques années ^{plus} tard (1864) aux Etats-Unis où d'ailleurs les dévastations avaient été plus intenses et plus rapides que nulle part ailleurs, une première réserve naturelle apparaissait. Enfin, le 1er Mars 1872 le premier parc national au monde était créé, celui de Yellowstone aux Etats-Unis. Puis, peu à peu les autres nations suivirent cet exemple (7).

Cependant les réserves naturelles et les parcs nationaux, en particulier en Europe, sont des zones restreintes qui, de ce fait, n'ont qu'une action protectrice ponctuelle et ne réussissent pas toujours à maintenir naturellement les équilibres écologiques fondamentaux qui sont alors contrôlés artificiellement par l'homme.

D'autre part, après une dégradation facilement perceptible due à la chasse et à l'agriculture le XX^e siècle a engendré une altération de l'environnement plus insidieuse mais au combien plus dangereuse à base de pollutions diverses et multiples qui atteignent aussi bien le vivant (animaux et végétaux) que l'inorganique (l'air, l'eau et le sol) (6) (10).

L'homme doit donc très rapidement se doter d'une législation propre à assurer la préservation de la nature en tous lieux, sans pour autant empêcher l'urbanisation et l'industrialisation qui sont devenues indispensables.

La cause des difficultés à concilier ces trois objectifs (préservation de la nature, urbanisation et industrialisation) est esquissée par cette phrase du discours de S.A.R. le duc de Brabant à l'African Society en 1933: " S'il est un sujet qui

revêt un caractère de grandeur dépassant les horizons humains, c'est certes celui de la protection des biens éternels dont nous sommes les détenteurs passagers et responsables ".

En effet, la protection de la nature est un sujet dépassant les horizons humains. Elle les dépasse en toutes choses; par son caractère de grandeur morale, comme le soulignait S.A.R. le duc de Brabant mais aussi par son importance pour ainsi dire physiologique pour l'homme.

Malheureusement l'homme, qui n'est qu'un passager sur terre, ne ressent pas toujours le caractère indispensable, voire primordial de la protection de la nature.

Néanmoins la sauvegarde de l'environnement devient de plus en plus une nécessité et c'est l'objet de ce travail d'étudier le développement de ce concept et son application en France. Le plan d'étude sera divisé en trois chapitres.

Nous examinerons tout d'abord l'évolution de la protection de l'environnement, puis nous analyserons la naissance et le contenu de la loi n° 76-629 du 10 Juillet 1976 au nom si prometteur de loi relative à la protection de la nature.

Enfin la conclusion fera ressortir la nécessité d'un consensus international pour préserver l'environnement.

PLAN D'ETUDE

Chapitre Premier: EVOLUTION DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DEPUIS UN SIECLE

A - L'APPAREIL REGLEMENTAIRE EXISTANT EN 1976

- I - Un appareil règlementaire inadapté pour les ensembles naturels.
- II - Un appareil règlementaire insuffisant pour protéger la faune et la flore.
 - 1) La faune
 - 2) La flore
- II I - Un appareil règlementaire désuet en matière de protection de l'animal.

B - LA PRISE DE CONSCIENCE ECOLOGIQUE

- I - Un drame de vingt ans à Minamata (1953-1973)
- II - Une science évolutive: l'écologie.
- III - Des faits révélateurs.
- IV - L'engagement des médias.
 - 1) La presse
 - 2) L'édition
 - 3) La télévision et les radios.
- V - L'écologie dans l'éducation.
- VI - Un foisonnement d'associations de protection.
- VII - Un débat international.
- VIII - Ecologie et politique.

C - DIFFICULTES POUR L'ELABORATION DE LA LOI

- I - Limites de l'étendue du projet de loi.
- II - Une terminologie nouvelle:
 - 1°) Etude d'impact
 - 2°) Certificat de capacité
 - 3°) Réserve naturelle
 - 4°) Animal domestique
 - 5°) Mauvais traitements

Chapitre Deuxième: TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA LOI

A - LE PROJET DE LOI

- I - Prise en compte de l'environnement dans le domaine de l'équipement.
- II - Préservation de la faune et de la flore.
- III - Protection de l'animal.
- IV - Rénovation de la législation des réserves naturelles.
- V - Dispositions pénales.

B - DEBATS PARLEMENTAIRES

- I - Bilan des Amendements.
- II - Les débats
 - 1°) Article 2
 - 2°) Article 9

Chapitre Troisième: ANALYSE DE LA LOI

A - CONTENU:

- I - Article 1
- II - Article 2
- III - Chapitre I (articles 3 à 8)
- IV - Chapitre II (articles 9 à 15)
- V - Chapitre III (articles 16 à 27)
- VI - Chapitre IV (article 28)
- VII - Chapitre V (articles 29 à 35)
- VIII - Chapitre VI (articles 36 à 43)

B - ANALYSE CRITIQUE

- I - Limites
 - 1°) Limites constitutionnelles
 - 2°) L'étendue de la loi
 - 3°) Restrictions pour l'application
- II - Avantages

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

=====

EVOLUTION DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
DEPUIS UN SIECLE

A - L'APPAREIL REGLEMENTAIRE EXISTANT EN 1976

I - Un appareil règlementaire inadapté pour les ensembles naturels:

Le 2 Mai 1930 est promulguée une loi destinée à réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. C'est la première tentative sérieuse de protection de l'environnement à une époque où l'on ne parle pas encore beaucoup d'écologie et de qualité de la vie. Par cette loi, la commission départementale des sites établit une liste des monuments naturels et des sites répondant aux caractères définis précédemment, les caractères étant suffisamment importants pour justifier une protection de la part de l'Etat français.

Cette liste établie, l'inscription définitive est prononcée par le ministre des affaires culturelles si le propriétaire consent à cette inscription; si le propriétaire y est opposé celle-ci peut néanmoins être prononcée par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments naturels et des sites.

Dans l'énumération des critères retenus par la loi, il est à noter que l'intérêt scientifique n'est mentionné qu'en troisième rang. D'ailleurs c'est le ministre des affaires culturelles qui procède à l'inscription défi-

nitive. En conséquence, la loi du 2 Mai 1930 est essentiellement destinée à la préservation de l'aspect extérieur des monuments naturels et des sites.

Le 1er Juillet 1957 est votée la loi n°57-740 instituant les réserves naturelles. Ces réserves ont pour objet d'assurer dans un site naturel et par des sujétions spéciales la conservation et l'évolution des espèces animales et végétales.

La procédure de classement édictée par la loi du 2 Mai 1930 est conservée pour créer ces zones, car la loi du 1er Juillet 1957 n'est qu'une extension de la loi du 2 Mai 1930.

Il existait jusqu'alors des réserves naturelles dues à l'initiative privée, mais l'absence de textes réglementant leur protection faisait que leur efficacité en la matière était assez réduite. Cette loi va permettre de faire un pas dans le sens de la protection de la faune et de la flore dans les zones où elles sont les plus menacées. Mais cependant, c'est toujours la préservation de l'aspect des sites et des monuments naturels qui, en définitive, est recherchée.

Quelques années plus tard la loi n° 60-708 du 22 Juillet 1960 introduit dans la législation les parcs nationaux. Ces parcs sont destinés essentiellement à préserver une portion du territoire national des interventions humaines afin de lui garder sa beauté naturelle et de conserver ses richesses biologiques en le plaçant sous la garde de la nation pour l'agrément, la détente l'éducation et la culture des générations pré-

sentes et futures. Donc, si le parc national a un but récréatif et éducatif, les intérêts déterminant leur création sont d'ordre scientifique et écologique; d'ailleurs, au sein de ces parcs il pourra être créée des réserves intégrales où la sauvegarde de la faune et de la flore sera plus rigoureuse. La législation française fait donc un nouveau pas vers une protection plus sérieuse et plus spécifique de la nature. Il est intéressant de remarquer que la loi qui fait l'objet du présent travail s'est largement inspirée de la loi du 22 Juillet 1960 pour redéfinir les réserves naturelles.

Enfin en 1967 un décret du 1er Mars et une circulaire du 1er Juin créent les parcs naturels régionaux qui ont presque exclusivement une vocation récréative puisqu'ils sont mis en place dans des régions naturelles ou pittoresques afin d'être à la disposition des populations qui les visitent. La protection des paysages n'est alors destinée qu'à servir d'attrait naturel pour les visiteurs.

La protection de la nature est donc arrivée à un stade où il devient nécessaire de choisir entre, d'une part le côté utilitaire pour les loisirs et l'esthétisme et d'autre part le côté protection de la nature "naturelle" sur des conceptions scientifiques et écologiques. De plus, la question de la préservation d'espèces animales et végétales sur l'ensemble du territoire se pose encore au premier chef. (5).

II - Un appareil réglementaire insuffisant pour protéger la faune et la flore:

1) La faune -

En matière animale il n'existe pas de texte de loi destiné exclusivement à la protection de la faune. Jusqu'à présent cette protection se fait par le biais de la réglementation de la chasse et de la pêche, réglementation qui est très fragmentaire (1) (5). Ainsi, par l'arrêté ministériel du 5 Avril 1962 certaines espèces d'oiseaux et de mammifères sont protégées et leur chasse est interdite sur tout le territoire national. D'autre part, en application de l'article 371-1 du code rural, le ministre de l'agriculture peut interdire pendant un maximum de trois ans la chasse de certaines espèces de gibier de montagne. Enfin il existe des réserves nationales de chasse qui ont pour but d'étudier le gibier scientifiquement afin de rationaliser la chasse et finalement de préserver certaines espèces qui auraient pu disparaître sans ces réserves. De même les plans de chasse institués dans certains départements permettent de définir le nombre de têtes de gros gibier (cerfs, chevreuils, daims, chamois, isards, bouquetins et mouflons) à abattre chaque année. Par ailleurs, la chasse étant interdite pendant certaines périodes, le gibier peut se reproduire.

Pour la pêche, la réglementation ayant trait à la protection des poissons est encore

plus réduite car elle se cantonne à une réglementation des périodes de pêche autorisées et à l'interdiction de pêcher des poissons au dessous d'une certaine taille, variable avec les espèces. Cependant, ces mesures laissent encore beaucoup de liberté pour détruire la faune.

En particulier les espèces animales non-visées par la réglementation sur la chasse et la pêche telles que les reptiles et les invertébrés, notamment les insectes, ne seront jamais protégées et ne pourront jamais l'être si l'on se borne à la législation actuelle. A cet égard le cas des abeilles est très révélateur car s'il existe une réglementation elle ne s'attache qu'à empêcher l'extension des maladies contagieuses de cette espèce, mais rien n'est prévu pour protéger intrinséquement cet insecte.

La protection animale est d'autant plus limitée qu'elle ne dépend que d'un dispositif d'interdiction, et c'est l'infraction à certains usages qui constitue un obstacle fragile à la dégradation du monde animal naturel.

Quant à la protection des espèces exotiques elle est évoquée dans un arrêté ministériel du 17 Septembre 1974 qui interdit l'importation des animaux vivants vertébrés, sauf autorisation. Même si les autorisations sont délivrées avec parcimonie et à bon escient, il est très regrettable que l'on ne protège que les animaux vivants car le commerce des produits tirés de ces espèces dont certaines sont en voie de disparition,

devrait être l'objet d'une réglementation sévère. De plus, cette réglementation ne concerne pas les animaux exotiques déjà introduits sur le territoire, que ce soit dans les parcs zoologiques, les ménageries ou chez les particuliers. Ce dernier point mérite également et sans tarder qu'on s'y intéresse et qu'une protection réelle due à des règlements stricts et efficaces se fasse jour.

2) La flore -

Dans la législation française il n'existe aucun texte permettant de protéger dans un but exclusivement scientifique et sur l'ensemble du territoire national, une espèce végétale donnée (1) (5).

Il est heureux que les réserves naturelles et les parcs nationaux aient permis une protection partielle et localisée de certains végétaux sans quoi nombre de nos plus belles plantes sauvages (des fleurs en particulier) auraient disparu de France depuis longtemps. Nous n'avons que trop tardé pour combler cette lacune législative. C'est une des raisons pour lesquelles la loi du 10 Juillet 1976 est tellement importante et tant attendue de tous les protecteurs de la nature.

III - Un appareil réglementaire désuet en matière de protection de l'animal:

Depuis la loi Grammont du 2 Juillet 1850 de nombreux et importants progrès ont été réalisés.

Cette loi, la première en matière de protection de l'animal à avoir eu quelques retentissements, protégeait les animaux domestiques contre les actes de cruauté de caractère abusif ayant lieu en public. Il est évident que le caractère abusif et la publicité qui était obligatoire pour pouvoir sanctionner rendait cette loi pratiquement inapplicable, mais l'idée de la protection de l'animal était lancée. Le 19 Novembre 1963 l'article 453 et 454 du code pénal prévoit que des peines de 2.000 à 6.000 F. d'amende et de 2 à 6 mois de prison sont encourues par les personnes responsables d'acte de cruauté envers les animaux domestiques ou captifs ou apprivoisés, que ceux-ci aient lieu publiquement ou non. Par ailleurs des peines de simple police sont prévues pour les mauvais traitements subis par ces mêmes animaux (article R 38 du code pénal)(5, 9,11,12)

De façon curieuse et assez contradictoire le code rural, par une loi du 8 Juillet 1964, n'interdit que les mauvais traitements et uniquement contre les animaux domestiques (1).

Néanmoins un grand pas est fait, car la protection s'étend à tous les animaux en contact étroit avec l'homme, même les animaux sauvages captifs ou apprivoisés, et le caractère publicitaire de l'acte n'est plus nécessaire. Il faut remarquer cependant que, pour éviter une levée de boucliers, les courses de taureaux sont tolérées dans les régions où il existe une tradition tauromachique ininterrompue. C'est pour les mêmes

raisons et dans les mêmes conditions que sont tolérés les combats de coqs.

En fait, ces textes demandent à être remis au goût du jour car nous nous trouvons en face d'un système partiel qui apparaît insuffisant parce qu'en grande partie basé sur la répression de certains actes. Ce système est d'ailleurs peu applicable car les peines encourues sont souvent trop sévères par rapport aux infractions, et les juges hésitent à les appliquer.

L'idée se fait jour d'un certain "respect" de l'animal, sous l'influence des sociétés protectrices des animaux et de certains députés ou sénateurs traduisant l'opinion de leurs électeurs. (Proposition de loi tendant à l'établissement d'une charte de l'animal, le 12 Décembre 1974).

Devant ce courant zoophile associé à la prise en considération des déséquilibres entre société, productivité et conservation des ressources naturelles, les citoyens ont ressenti le besoin de se rapprocher de la nature en s'attachant à un animal domestique. Peu à peu cet animal qui symbolisait la nature en disparition, est apparu comme ayant droit à autre chose que son entretien pour des raisons économiques car il n'est plus élevé pour l'abattoir.

B - LA PRISE DE CONSCIENCE ECOLOGIQUE

I - Un drame de vingt ans à Minamata 1953 à 1973

Comme le montre l'introduction de ce travail le concept de protection de la nature n'est pas récent. Mais sa réalisation pratique fut assez rare et le plus souvent de manière trop ponctuelle car les peuples et leurs dirigeants n'avaient pas pris conscience de l'importance de la nature pour l'homme.

Cette prise de conscience mit environ un siècle à se développer. Elle débuta en 1872 avec la création du parc national de Yellowstone aux Etats-Unis et devint à peu près générale en 1970 année européenne de protection de la nature.

Un bon exemple de cet essor de l'écologisme (le terme d'écologie devant être réservé à la science, l'écologisme est une tendance de l'écologie à s'imposer comme doctrine et comme mode de vie) (13) est donné par la catastrophe de Minamata au Japon. On découvre dans cette dramatique affaire tout le cheminement de cette prise de conscience, avec tout d'abord les morts, les infirmes mentaux et physiques qui sont le tribut d'une croissance économique aveugle, c'était en 1953. Puis, en 1958-59, les chercheurs localisent l'origine de la pollution. On suit alors de mois en mois les essais de la

firme pollueuse pour étouffer l'affaire, la corruption des experts et surtout l'indifférence du monde extérieur. Ce n'est qu'en 1965 que les premières mesures sont prises par les autorités grâce à l'acharnement des victimes. C'est aussi à cette époque qu'un peu partout dans le monde apparaissent les premières réactions importantes pour la défense de la nature. En 1968 la firme japonaise reconnaît sa faute et le peuple japonais s'aperçoit avec indignation que sa nourriture est polluée. En Mars 1973 le tribunal condamne l'usine à une amende de un milliard de yens. Cette peine était dérisoire au regard des souffrances endurées par les habitants de Minamata, et cependant il avait fallu vingt ans pour obtenir cette condamnation. Mais la protection de la nature n'était qu'à ces débuts et c'était sa première victoire (10).

II - Une science évolutive: l'écologie -

L'écologie est la partie de la biologie qui a pour objet l'étude des rapports des êtres vivant avec leur milieu. Cette science créée en 1866 par le biologiste Ernst HAECKEL resta confinée aux milieux scientifiques pendant près d'un siècle, et rien ne la destinait à un avenir social. Mais, peu à peu, on vit se créer çà et là, dans les universités, des sections écologiques. En 1960 le Professeur Vincent LABEYRIE

crée à Tours un laboratoire d'écologie expérimentale, puis en 1964 un cours d'écologie de III^e cycle. En 1966 c'est la création à Besançon d'un diplôme "qualité des eaux." Enfin, en 1970, toujours à Tours, un I.U.T. " Hygiène et environnement " ouvre ses portes (10). Ces cours et ces sections se multiplient aujourd'hui car il existe de plus en plus de demandes d'écologistes de formation scientifique sérieuse pour veiller sur les différents problèmes que pose la protection de l'environnement et qui apparaissent actuellement en pleine lumière.

III - Des faits révélateurs -

Après la catastrophe de Minamata qui dura, il faut le rappeler, vingt ans, l'environnement reçu un rude choc le 18 Mars 1967 quand le pétrolier Torrey-Canyon fit naufrage dans la Manche, libérant le pétrole contenu dans ses soutes. Cette catastrophe va faire la une des journaux français pendant plus de neuf mois et va sensibiliser la population car "l'or noir", moteur de prospérité, peut souiller la mer, ruiner le tourisme et menacer la qualité de la vie.

Pour la première fois en France la pollution est visible (ce pétrole noir et gluant); impossible à endiguer et présente pendant plusieurs mois sur le granit breton. Les conséquences, à court terme, sont effrayantes (les oiseaux, les poissons, les coquillages meurent par

par milliers, la flore marine est détruite).

Les conséquences à moyen et à long terme sont jugées catastrophiques par les experts. Jusqu'au mois de Décembre 1967 la France va vivre à l'heure des côtes bretonnes (6). La prise de conscience écologique s'amorce dans le public.

En 1968 ce sont les événements de Mai. Les jeunes rejettent la société, brûlent les voitures tabous et brave l'autorité gaullienne. Même ceux qui condamnent ces irrévérences prennent goût à la contestation. Le ton est donné, les citoyens en colère vont dès lors s'assembler, protester et ré clamer.

Les divers types de pollution sont décriés dans les journaux de tous bords, en particulier la pollution des eaux et l'empoisonnement des poissons de rivières. En 1972 l'affaire des boues rouges italiennes relance la polémique. Les corses en colère vont jusqu'à plastiquer des tankers (6) Si le P.D.G. Pollueur a été condamné à une peine de prison (avec sursis) l'affaire des boues rouges continue car les corses désirent recevoir des dommages et intérêts.

Il faut remarquer qu'en 1965 une affaire du même type avait débuté dans la région de Cassis. Mais cette pollution avait fait couler beaucoup moins d'encre, sans doute parce que la protection de l'environnement semblait encore superflue (6).

L'année 1971 voit débiter les premières manifestations anti-militaristes du plateau du Larzac (6). Parallèlement les manifestations anti-nucléaires se multiplient jusqu'au jour de 1977 à Creys-Malville où cette lutte atteint un sommet en créant le "premier martyr" de l'écologie, tué accidentellement par les forces de police (6). La lutte anti-nucléaire prend une consistance plus scientifique en Février 1975 quand 400 chercheurs, dans un appel solennel, demandent à la population de refuser l'installation des centrales nucléaires tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences (6).

Enfin, le hasard fit que le 10 Juillet 1976 le jour où la loi relative à la protection de la nature était votée, un nuage toxique s'étendait sur Seveso en Italie.

IV - L'engagement des médias -

1°) La presse:

Les premiers grands articles d'ordre écologiques sont écrits dans le journal L'Humanité au début des années 1950 sur la pollution des rivières. La première grande campagne de presse contre la pollution est lancée en 1962 sous le titre: " Pollueurs au pilori " dans des journaux tels que " Bête et Nature ", " Le Monde ", " La Vie ", mais il faut attendre les années 1965 à 1970

pour voir apparaître de manière fréquente des articles ayant trait à l'environnement. A partir de 1970 c'est un véritable déchainement. On retrouve dans le journal " Le Monde " de façon quotidienne un ou plusieurs articles ayant trait à l'environnement. D'Avril 1971 à Avril 1972 le nombre d'articles consacrés à la qualité de la vie quadruple dans la presse quotidienne. Au " Monde " la rubrique environnement a été créée en Janvier 1972. Les premiers journaux à vocation écologique apparaissent durant l'année 1972.

C'est tout d'abord "Presse environnement ", en Juin 1972, une agence de presse spécialisée dans les problèmes d'environnement. Si " Le Courrier de la nature " existe depuis 1967, " La gueule ouverte " paraît en 1972. L'APRE (Agence de presse de réhabilitation écologique) publie son premier bulletin la même année; enfin le magazine " Le sauvage " crée par l'hebdomadaire " Le nouvel observateur " sort en Juin 1973.

C'est ainsi que plus de dix huit bulletins ou magazines sérieux sont publiés en quinze ans de 1963 à 1977. A cela il faut ajouter des dizaines de publications ou parutions irrégulières.

Cette presse, dont le tirage mensuel peut être estimé à 150.000 exemplaires a tendance à stagner car après avoir suscité l'éveil écologique de la population elle s'est peut-être trop spécialisée et doit maintenant rechercher son second souffle (10).

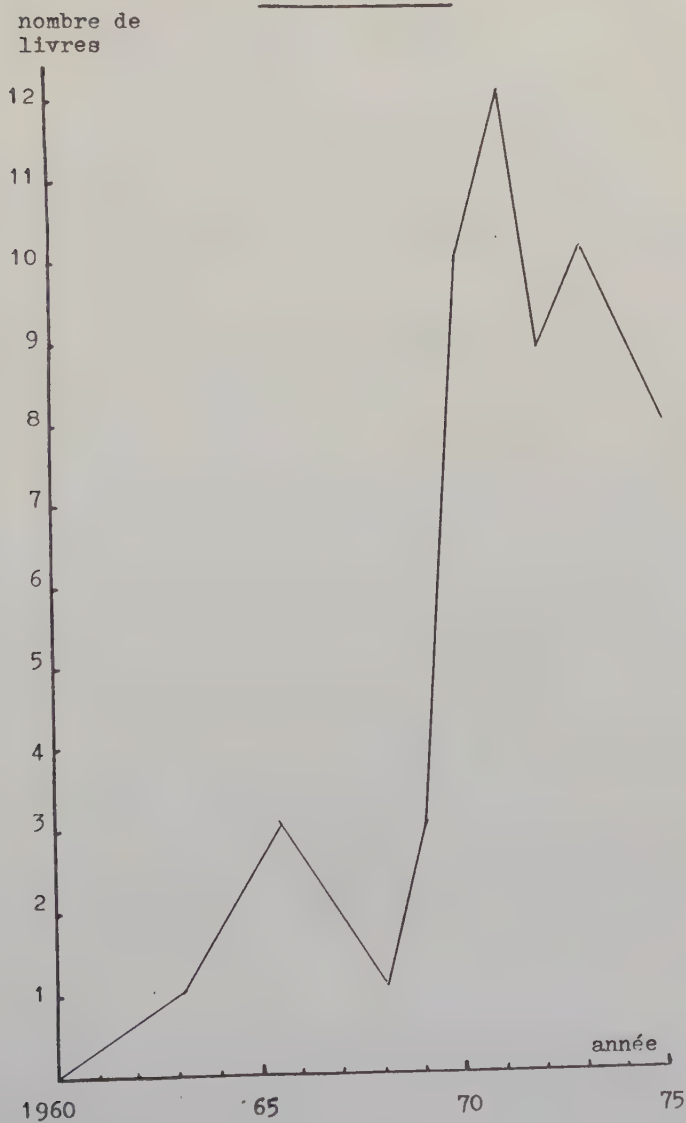
2°) L'édition -

Dans le domaine de l'édition l'évolution est la même. Si le livre de Rachel CARSON " Le printemps silencieux " qui montre les méfaits des produits chimiques sur la faune, fut édité en 1956 aux USA, il a mis six ans pour traverser l'Atlantique (édition française 1963). Jean DORST publie en 1965 un livre très attendu, " Avant que nature meure " dont le titre est révélateur des dangers qu'encourt la nature. Enfin les années 1970 et 1971 voient l'explosion de la littérature écologique; le nombre de titres est multiplié par 3 ou 4 comme le montre le schéma ci-contre.

C'est en 1971 " Socialisation de la nature " de Philippe de Saint-MARC qui a toujours défendu les thèses écologiques dans le gouvernement de la présidence actuelle. En 1973 René DUMONT l'écologiste scientifique bien connu publie " L'utopie ou la mort " qui aura un grand retentissement.

Bientôt il est peu d'éditeurs qui ne se flattent d'avoir leurs auteurs écologiques, car toujours à l'affut des interrogations nouvelles, ils ont enfourché le cheval de bataille de la protection de la nature. De nombreuses collections spécialisées sont ainsi mises sur le marché: " Les amis de la terre " chez Pauvert, " Vivre " chez Stock, ou "Réponse/Écologie " chez Robert Laffont.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DE LA LITTERATURE
CONSACREE A L'ENVIRONNEMENT
(Bibliothèque Municipale de Lyon-Part Dieu)



3°) La télévision et la radio -

L'écologie, à ce niveau, est restée très discrète. On notera seulement les émissions de Michel PERICARD " La France défigurée " en 1965 et " Chefs-d'oeuvres en péril ". Par contre, ce que l'on a appelé les "radios vertes " se sont multipliées énormément depuis cinq ans. On ne prendra comme exemple que Radio Verte Fessenheim ou Radio Zone 93 qui avaient surtout une vocation anti-nucléaire.

V - L'Ecologie à l'école -

L'enseignement a suivi, lui aussi, l'explosion de 1970. Une circulaire ministérielle du 24 Avril 1972 invite les professeurs à introduire les problèmes d'environnement dans l'enseignement. Mais la réalisation pratique est difficile voire impossible. Néanmoins les classes vertes se multiplient à partir de 1971 et en 1978 90.000 élèves fréquentent chaque année les centres de classe de nature à raison d'un séjour moyen de 17 jours par enfant (6).

C'est à la même époque que démarrent les centres permanents d'initiation à l'environnement qui sont destinés à sensibiliser les français de tous âges à l'écologie (6) (10).

Malgré des efforts incontestables, des progrès demeurent encore à faire dans le cadre de l'enseignement pour sensibiliser les jeunes aux

problèmes d'environnement et en faire des adultes conscients et responsables.

VI - Un foisonnement d'associations de protection -

Les associations de protection de l'environnement sont apparues vers la fin des années 60. Elles se créaient à l'époque à l'échelon local pour répondre à un besoin particulier. Mais pour se faire entendre des pouvoirs publics ces associations ont dû prendre un poids régional sinon national, et pour cela elles commencent à se fédérer en 1969, comme c'est le cas pour l'Union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan. La conférence de Stockholm en 1972 stimule la formation de nombreux comités de défense en France mais aussi partout dans le monde (6).

Deux ans plus tard, le 24 Janvier 1974 le C.N.P.A. accompagné de quatre vingt députés de toutes opinions proposent une charte des douze devoirs de l'homme envers les animaux. Une campagne de presse est organisée à cette occasion. (10). Donc, depuis de nombreuses années les associations s'efforcent d'être comprises et écoutées. Leur but va être atteint avec la loi du 10 Juillet 1976 qui leur donne des pouvoirs étendus pour poursuivre des actions en justice (3).

VII - Un débat international -

Au début de l'année 1972, le Club de Rome, réunion de scientifiques et de savants dont des économistes de premier plan, publie son premier rapport intitulé: " Les limites de la croissance". Les conclusions en sont alarmantes. Elles conseillent, sous peine des pires catastrophes, d'abolir le mythe de la croissance, de planifier les naissances et de réduire la consommation. La croissance zéro (zero growth) est préconisée. Trois mois après ce rapport, une conférence internationale préparée par les Nations Unies et réunissant tous les pays présents à l'O.N.U. a lieu à Stockholm. Après de nombreuses discussions la conférence adopte une charte mondiale écologique en vingt six points dont l'article premier dit que tout homme a droit à un environnement de qualité et qu'il a le devoir de le protéger pour les générations futures. A cet article en succèdent d'autres où sont énoncés quelques grands principes qui font pour la première fois l'unanimité des Etats. Ainsi, tous les rejets toxiques doivent cesser, les ressources mondiales doivent être gérées avec ménagement, etc

A la suite de cette conférence des comités de défense se développent en France et dans les autres pays (Junin Indo au Japon, Burgeninitiativen en Allemagne).

Le deuxième rapport du Club de Rome paraît en 1974 et a pour titre " Une stratégie pour demain ". Les conclusions sont moins dramatiques que celles du précédent rapport car les chiffres utilisés ont été ramenés à de plus justes proportions. Néanmoins les dangers existent et les peuples se doivent de veiller pour les éviter.

Le prolongement de la conférence de Stockholm est la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE 1972) qui a pour but d'aider et d'encourager les gouvernements à financer des actions de protection de l'environnement (6) (10).

VIII - Ecologie et politique -

Le 22 Juillet 1960 la loi sur les Parcs Nationaux est votée et le premier parc national se crée en 1963, c'est la Vanoise qu'il faut rapidement défendre contre les promoteurs. L'année suivante, en 1964, c'est une loi sur la protection de l'eau qui est votée.

En 1970, de passage aux Etats-Unis, le Président Georges POMPIDOU suggère de créer une morale de l'environnement. Le 7 Janvier 1971 Robert POUJADE est nommé ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement, délégué auprès du premier ministre. Ce ministère devient autonome en 1973. En Mars 1974 les Affaires culturelles et l'environnement sont

regroupés dans un même ministère. Le 28 Mai 1974 le ministère des affaires culturelles et de l'environnement prend le nom de ministère de la qualité de la vie. Il est chargé de coordonner les actions de trois secrétariats d'état (environnement, jeunesse et sports, tourisme).

Ainsi la France, après avoir eu en 1971 le premier ministère européen destiné à la protection de l'environnement, qualifie celui-ci d'un nom très évocateur de ce que signifiait la protection de l'environnement pour le gouvernement d'alors. Cependant, depuis le 30 Mars 1977, ce ministère a pris le nom de ministère de la culture et de l'environnement.

Au niveau du budget, si la part de l'écologie n'a jamais dépassé 0,6 % du budget de l'état, ce ministère a toujours reçu l'appui du Chef de l'Etat dans sa lutte pour la protection de l'environnement (10).

Les élections législatives de Mai 1973 permettent aux premiers candidats écologistes de se faire entendre, mais leur audience est encore très faible et ils ont peu de crédit auprès de la population. Les élections présidentielles de 1974 marquent véritablement leur entrée sur la scène politique française. Tous les candidats, quelles que soient leurs opinions, exposent un programme pour sauvegarder la nature. Par ailleurs le Professeur René DUMONT, écologique et

scientifique de renom, se décide à poser sa candidature. Il ne recueille pas moins de 336.000 voix au premier tour et se trouve alors en sixième position (6). Dès lors les écologistes ont fini de faire sourire mais ils manquent encore d'organisation pour être réellement pris au sérieux par une majorité de français et par les pouvoirs publics; ils demeurent encore des marginaux dans la politique. En effet, aux élections municipales de 1977 on retrouve sept groupes écologistes dans la bataille électorale, et ceux-ci ont bien du mal à s'entendre et à présenter un front uni (13).

Cette irruption des écologistes dans la politique fut prise en considération par le gouvernement et entre 1975 et 1977 c'est plus de douze projets de loi qui sont proposés aux parlementaires. La plupart de ces textes ont été largement amendés par les députés et les sénateurs, et le plus souvent dans un sens favorable à l'environnement. De plus, au moment du vote, et ceci est très significatif d'une prise de conscience écologique il n'est pas rare que l'opposition et la majorité pour une fois réconciliées, unissent leurs voix pour adopter le texte définitif.

Enfin les tribunaux, soutenus par un matériel législatif de plus en plus conséquent, n'hésitent plus à condamner les pollueurs et les différents responsables d'atteinte à l'environnement. C'est ainsi qu'en 1976, et pour la pre-

mière fois en France deux directeurs d'usine coupables de pollution ont connu la prison. De plus les tribunaux civils reconnaissent de plus en plus fréquemment que le trouble de voisinage donne droit à réparation, même s'il n'y a pas faute de la part des créateurs de nuisance. Un exemple frappant est le fait que les compagnies aériennes ont été condamnées à verser des indemnités aux riverains de l'aéroport d'Orly, sans avoir réellement commis d'infraction (10)

C - DIFFICULTES POUR L'ELABORATION DE LA LOI

I - Limites de l'étendue du projet de loi

Comme on a pu le constater précédemment l'intérêt du public pour la protection de la nature au sens large, était très vif et ne cessait de s'accroître depuis le début des années 1970. Face à cette pression populaire dont les revendications étaient justifiées aux yeux du gouvernement, et devant les lacunes législatives qui apparaissaient en matière de protection de l'environnement, le gouvernement décida de proposer un projet de loi. Ce projet de loi mit de longs mois à s'élaborer. Et finalement le gouvernement présenta un texte inégal sur les objectifs pratiques et manquant de prospective à long terme. En effet ce projet essaie, par cinq thèmes principaux que nous analyserons plus loin, de protéger intégralement l'environnement, chacun des thèmes étant destiné à satisfaire les différentes catégories de protecteurs de l'environnement. Mais la protection de l'environnement est une chose très vaste, si vaste d'ailleurs que le gouvernement a créé tout spécialement un ministère pour s'en occuper. Il est alors bien évident que promouvoir un texte recouvrant pratiquement toute la mission d'un ministère, fait que cette loi ne peut échapper à un aspect de nomenclature hétéroclite. Ainsi, les services

du ministère chargé de la protection de l'environnement ont cristallisé leurs efforts sur quelques sujets bien précis où la législation était absente, mais facile à réaliser.

Mais, si l'étendue du projet de loi se devait d'être limitée afin que les choses soient claires et bien définies, certains thèmes fondamentaux pour lesquels une législation fait cruellement défaut, sont restés absents du projet. C'est ainsi que le thème de la protection de l'air, de l'eau et du sol, n'est abordé nulle part. Ce thème est pourtant le plus important car il conditionne la survie de l'espèce humaine. Mais cette protection est aussi la plus difficile à réglementer car dès lors que l'on règle l'utilisation de l'air, de l'eau et du sol on bloque automatiquement toute industrialisation ou toute urbanisation. Aussi, si l'on ne veut pas changer de société il faut trouver un moyen terme. Ce moyen terme est constitué dans le projet par les articles 1 et 2 qui tentent de prendre en compte l'environnement dans le domaine de l'équipement.

En définitive le projet de loi va se présenter comme un ensemble hétéroclite à la fois trop vaste et très incomplet.

Il est bon de remarquer que les députés ont augmenté l'étendue de la loi en créant un nouveau chapitre: " De la protection de l'animal"

chapitre qui, sans être réellement fondamental, répond bien à un besoin de zoophilie de la population.

Il aurait sans doute été plus judicieux de faire quatre ou cinq lois reprenant chacune un des thèmes afin de cerner les grands problèmes en les distinguant, en envisageant clairement leur nature, leurs causes, les remèdes envisagés et les moyens à mettre en oeuvre pour apporter ces remèdes. Autrement dit, exprimer une volonté.

II - Une terminologie nouvelle:

Le projet de loi abordant des thèmes nouveaux pour la législation française, l'une des difficultés d'élaboration du texte de loi va être l'obligation de définir, sinon par un énoncé, du moins par son contenu, certains termes qui, s'ils ne sont pas créés de toutes pièces, n'ont pas d'existence dans la législation antérieure.

De plus, pour les thèmes auxquels sont déjà attachés des règlements, une redéfinition plus complète des termes va s'imposer avec, pour cette loi, un caractère plus écologique ou plus humain.

On aura ainsi essentiellement six termes nouveaux ou redéfinis. Le plus important est, sans conteste, le terme d'étude d'impact, puis viennent les termes de certificat de capacité, de réserves naturelles, d'animal domestique et enfin de mauvais traitements, d'acte de cruauté et d'abandon volontaire.

1°) Etude d'impact:

Le terme est, comme son énoncé l'indique, l'analyse à effectuer de l'effet produit par un projet d'aménagement ou d'ouvrages sur le milieu naturel et le paysage où il sera réalisé.

Ce genre d'étude existe depuis longtemps et était déjà faite par certains maîtres d'ouvrages conscients de leurs responsabilités.

Cette étude d'impact est, sans doute, le

point qui a soulevé le plus de discussions lors des débats. Car il est manifeste, à la lecture de ceux-ci, que le gouvernement était opposé à une rédaction trop précise du contenu de l'étude d'impact sous prétexte que ces précisions relevaient, par leur caractère réglementaire, des modalités d'application.

Il est vrai que de nombreux amendements proposés avaient un caractère réglementaire certain; cependant il est nécessaire qu'un schéma directeur puisse guider le Conseil d'Etat pour élaborer les décrets d'application. Néanmoins la plupart des points importants du contenu de l'étude apparaissent dans la loi. En effet une étude d'impact sérieuse doit:

- contenir une étude du site initial,
- contenir une étude des conséquences du projet sur le site,
- être vérifiée par l'administration et le ministère chargé de la protection de l'environnement si l'étude n'est pas faite par lui. Or, ce point n'apparaît pas précisément dans la loi.
- être rendue publique quand le projet a une certaine importance.

2°) Certificat de capacité -

Ce terme n'est pas nouveau non plus. Son introduction dans la législation en fera un garant de la compétence des dirigeants d'éta-

blissements d'animaux. Néanmoins ce terme aurait mérité quelques précisions quant à sa teneur et à son obtention car rien de tel n'apparaît dans la loi.

3°) Réserves naturelles :

Ce terme est apparu pour la première fois dans la législation française lors de la modification de la loi du 2 Mai 1930 par la loi n° 57-740 du 1er Juillet 1957 dont l'article 8 bis décrivait les grandes lignes de ce que devait être une réserve naturelle. La présente loi reprend ces grandes lignes en les détaillant. On obtient alors une définition très précise des réserves naturelles qui prennent un caractère très nettement écologique et scientifique. La lettre se moule parfaitement sur l'esprit de la loi.

4°) Animal domestique:

Jusqu'à cette loi le concept d'animal domestique n'était pas clairement défini. On le considèrait comme un animal étant sous la dépendance de l'homme et pour la loi il était considéré comme un objet qu'il ne faut pas abimer, un peu au même titre qu'un monument historique.

Le décret d'application de la présente loi du 25 Novembre 1977 apporte une définition plus précise de l'animal domestique, qui est tout animal n'ayant pas subi de modification par sélection par l'homme.

D'autre part cette loi stipule que l'animal en général et l'animal domestique en particulier est un être sensible, donc un être ayant des sensations, pouvant donner de l'affection, pouvant être heureux et pouvant souffrir; ainsi, tout acte pouvant le blesser physiquement ou moralement est répréhensible. Néanmoins, la législation n'interdit que les mauvais traitements aux animaux domestiques et sauvages captifs ou apprivoisés.

Cependant l'introduction du terme de sensibilité est un signe de l'évolution des esprits qui va vers un plus grand respect de l'animal et même de la nature toute entière.

5°) Mauvais traitements:

Pour ce qui est des mauvais traitements et des actes de cruauté leurs définitions se sont peu à peu élaborées par jurisprudence. Ce sont maintenant des termes assez bien définis, suffisamment d'ailleurs pour que le législateur estime que les mauvais traitements concernés par la loi étaient toujours abusifs et que cet adjectif n'avait plus lieu d'être. Ce qui est nouveau dans la loi c'est le terme d'abandon volontaire qui pourra être assimilé à un acte de cruauté, mais sa définition reste vague et c'est comme pour les mauvais traitements, la jurisprudence qui le définira.

CHAPITRE DEUXIEME

TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA LOI

A - LE PROJET DE LOI

Le projet de loi 'présenté par le gouvernement au mois d'Avril 1975 est le fruit de longues années de recherches par les services chargés de la protection de la nature. A la lecture de ce texte deux remarques viennent à l'esprit; d'une part un aspect assez hétéroclite du projet, d'autre part le manque de consistance de nombreux articles. Ces deux faiblesses résultent du fait que le projet de loi s'attaque simultanément à plusieurs problèmes, aussi vastes les uns que les autres, pour lesquels peu ou pas de solutions réglementaires existent. La diversité des problèmes traités par le projet donne cet aspect hétéroclite, mais les services chargés de la protection de la nature ont voulu faire une loi cadre qui englobait les principaux sujets ayant trait à l'environnement et demandant une solution pressante.

D'autre part, pour garder une vision claire des choses, les articles n'ont été qu'ébauchés, ce qui explique le manque de consistance de certains d'entre eux.

On reconnaîtra dans ce projet cinq thèmes (4):

- Une prise en compte de l'environnement dans le domaine de l'équipement.
- Une protection accrue de la flore et de la faune.
- Une timide révision de la protection de l'animal.
- Une rénovation complète de la législation des réserves naturelles.
- Enfin de nombreuses dispositions pénales.

I - Prise en compte de l'environnement dans le domaine de l'équipement -

Cette prise en compte de l'environnement, dans tous les projets de travaux publics ou privés de quelque importance, est développée dans le préambule qui fait l'objet des deux premiers articles. L'article premier apparaît comme une déclaration de principe et d'intention sur les buts poursuivis par le projet de loi. En effet, cet article donne le ton et l'esprit de la loi et, comme l'a déclaré le ministre de la qualité de la vie André FOSSET, les articles qui suivent sont en quelque sorte ses modalités d'application.

L'article 2 constitue une tentative intéressante, bien qu'encore timide, visant à faire en sorte que dans tous les projets de travaux ou d'équipement publics ou privés, ainsi que dans tous les projets de construction de quelque importance, les préoccupations d'environnement soient prises en compte directement par le responsable de l'opération et cela dès la conception du projet. Il est alors regrettable et décevant que l'exposé d'une mesure aussi nouvelle qu'importante ne soit pas clairement développé, mais au contraire soit confiée à des décrets pris au coup par coup en Conseil d'Etat.

II - Préservation de la faune et de la flore

Ce thème s'exprime à travers trois articles. Les articles 3 et 4 interdisent toutes atteintes au développement et à l'extension des animaux et des végétaux sauvages lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le

justifie. Les mesures prévues dans ces deux articles sont très strictes et vont jusqu'à interdire la chasse photographique.

L'article 5 protège les animaux non domestiques et les végétaux non cultivés en ce qui concerne leur commerce et leur détention. Une liste de ces animaux et de ces végétaux sera établie conjointement par le ministre de l'agriculture et le ministre de la qualité de la vie. Cet article règle également l'établissement des parcs zoologiques et de tous les établissements détenant des animaux en particulier par l'obligation de posséder un certificat de capacité.

III - Protection de l'animal

La protection de l'animal est timidement abordée. Elle apparaît à la fin du projet de loi dans le chapitre IV: Dispositions diverses. Celles-ci étendent aux animaux sauvages apprivoisés ou captifs les mesures du code rural protégeant les animaux domestiques. Des dispositions propres à assurer la protection des animaux feront l'objet de décrets en conseil d'Etat.

IV - Rénovation de la législation sur les réserves naturelles

Ce thème représente la partie la plus importante du projet de loi. C'est, dans un texte entièrement rénové, une association judicieuse d'articles de la loi du 2 Mai 1930 sur la protection des monuments naturels et sites modifiée par la loi du 1er Juillet 1957, et de la loi du 22 Juillet 1960 sur les parcs nationaux. Ce texte permet d'améliorer et d'orienter dans un sens plus

scientifique et plus écologique la législation sur la création et la protection des réserves naturelles, garantissant une réelle protection de la faune, de la flore et des milieux naturels.

V - Dispositions pénales

Elles permettent d'infliger de très lourdes peines aux contrevenants, et les agents chargés de constater les infractions auront désormais une certaine polyvalence et leur zone d'activité sera étendue.

B - DEBATS PARLEMENTAIRES

I - Bilan des amendements

Le tableau ci-contre permet de mesurer l'importance des débats parlementaires et plusieurs conclusions s'en dégagent.

Tout d'abord le projet de loi proposé par le gouvernement fut très largement amendé puisqu'on ne compte pas moins de 195 amendements et 38 sous-amendements en séance publique.

De tous ces amendements 30 % environ ont été rapidement retirés par leurs auteurs, pour les raisons les plus diverses qui seraient trop fastidieuses à exposer ici (5). Environ 60 % de ces amendements ont été adoptés par l'une ou l'autre des chambres avec le plus souvent avis favorable du gouvernement. Enfin, 13 amendements seulement n'ont pas été adoptés: 10 à la demande du gouvernement et 3 contre l'avis du gouvernement, mais sans opposition réelle de celui-ci.

Dans l'ensemble les parlementaires ont proposé de nombreux amendements, mais ils ont pratiquement toujours suivi les conseils de vote du

TABLEAU DES AMENDEMENTS A LA LOI
N° 76-629 du 10 JUILLET 1976

:	:	:	:
: Résultat	:	: sous	:
: des débats	: Amendements	: amendements	:
:	:	:	:
: TOTAL	: 195	: 38	:
: RETIRES	: 64	: 15	:
: ADOPTES	: 118	: 23	:
: NON ADOPTES	: 13	: 0	:
: ADOPTES	:	:	:
: CONTRE L'AVIS	:	:	:
: du	: 3	: 1	:
: GOUVERNEMENT	:	:	:
:	:	:	:
:	:	:	:
:	:	:	:

gouvernement. Aussi la dernière colonne de ce tableau est très intéressante car elle comptabilise les amendements adoptés par les parlementaires contre l'avis très ferme du gouvernement qui voulait les rejeter. On ne compte que 3 amendements et 1 sous-amendement relevant de cette catégorie. Il s'agit des amendements 70 modifié et 36 de l'Assemblée Nationale (séance du 22 Avril 1976), 61 du Sénat (séance du 18 Mai 1976) et du sous-amendement 126 de l'Assemblée Nationale (séance du 22 Avril 1976).

L'amendement 70 présenté initialement apportait d'intéressantes précisions au projet de loi, mais il comportait encore des lacunes par rapport aux amendements proposés par la commission de la production ou par le groupe socialiste qui étaient très complets. Il fut alors légèrement modifié pendant les débats avec l'accord du gouvernement, mais quand M. Georges MESMIN proposa le sous-amendement 126 le gouvernement rejeta ce dernier avec force. Ce sous-amendement proposait de sursoir à l'exécution d'une décision d'approbation d'un projet d'aménagement si il y avait absence d'étude d'impact. L'étude d'impact étant obligatoire, ce sous-amendement semblait logique; mais le gouvernement fit valoir que cette façon de procéder est une modification fondamentale du droit administratif français. M. Roland NUNGESSER fit alors remarquer que le législateur a bien pour rôle de modifier le droit pour l'adapter à l'exigence des faits et l'adoption du sous-amendement 126 et l'amendement 70 ainsi modifié s'en suivit. Cette adoption constitue apparemment une réelle sécurité pour l'environnement.

L'amendement 61 proposé par M. Francis PALMERO stipule que les chiens et les chats errants doivent être gardés huit jours en fourrière. Le gouvernement fait remarquer que cela coûterait très cher aux communes et refusa l'amendement. Mais la zoophilie atteint de nos jours de telles proportions que l'adoption de l'amendement se fit sans problème contre l'accord du gouvernement dont l'avis aurait cependant mérité plus d'attention.

L'amendement 36 traite des réserves naturelles et précise que pour qu'une décision de classement passe par le conseil d'Etat il n'est pas nécessaire que le propriétaire du terrain à classer fasse opposition, mais simplement que son consentement fasse défaut.

Cet amendement qui offre plus de garanties aux propriétaires, va considérablement alourdir la procédure de classement et allonger les délais. Les deux thèses peuvent se discuter longtemps, mais les parlementaires ont tranché en votant l'amendement.

II - Les débats

Cette loi a fait deux "navettes" entre les chambres avant d'être votée définitivement, c'est à dire qu'elle fut discutée trois fois à l'Assemblée Nationale et deux fois au Sénat (le maximum prévu par la Constitution). Ces nombreux allers et retours ne sont pas dûs à des opinions divergentes entre l'Assemblée Nationale et le Sénat, mais simplement au fait que les articles étaient nombreux et que plusieurs firent leur apparition au cours des débats. Néanmoins la discussion fût âpre pour nombre d'entre eux.

Il n'est pas possible, dans ce paragraphe, d'étudier tous les amendements. Nous analyserons donc uniquement les débats dont ont fait l'objet deux articles importants de la loi.

1°) Article 2

C'est sans doute l'article le plus important de la loi, et c'est aussi celui qui fut le plus discuté. (5).

Dans le projet de loi, les conditions dans lesquelles les préoccupations d'environnement étaient prises en considération étaient fixées par un décret en conseil d'Etat. Cette rédaction était des plus vagues. Aussi, dès la première lecture à l'Assemblée Nationale, trois amendements sont proposés pour refondre totalement cet article. Le premier est proposé par le groupe des socialistes et des radicaux de gauche, le second par M. Roland NUNGESSER, rapporteur. Ces deux amendements ont approximativement la même teneur et font apparaître dans leur premier alinéa, l'obligation de réaliser une étude d'impact pour chaque projet d'aménagement ou d'ouvrage. Cet alinéa est suivi d'une foule de dispositions définissant le contenu de l'étude d'impact. De son côté le gouvernement propose un troisième amendement (n° 70) qui est en grand progrès par rapport au texte du projet de loi, mais laisse subsister plusieurs lacunes. Ainsi, les P.O.S. (plan d'occupation des sols) ne sont pas sujets à l'étude d'impact, car cette étude serait une trop lourde charge pour les communes, et d'autre part les P.O.S. se préoccupent de l'environnement lors de leur établissement. De plus, les conditions réglementant la consultation du public lors des études d'impact

ne sont pas spécifiées. Après de longs débats le projet de loi du gouvernement est pris comme base de discussion car M. Roland NUNGESSER est bien conscient que son amendement est trop règlementaire; il n'avait d'ailleurs pour intention, en déposant cet amendement, que de proposer des orientations pour les décrets d'application. Il s'en-suit alors une multitude de sous-amendements tous plus règlementaires les uns que les autres, qui sont retirés par leur auteur quand le gouvernement promet qu'ils seront pris en considération dans les décrets d'application. Néanmoins, le gouvernement et les députés vont s'opposer sur le sous-amendement 126, étudié précédemment.

Après une nouvelle discussion, les députés votent cet article contre l'avis du gouvernement.

Au Sénat, le débat va reprendre. M. Pierre VALLON rapporteur, propose d'ajouter aux ouvrages de grandes dimensions faisant l'objet d'une étude d'impact, les ouvrages ayant une incidence importante sur le milieu naturel. Cet amendement, non adopté par les sénateurs sera repris par les députés et adopté définitivement, comme il était logique qu'il le soit. Ensuite les sénateurs vont proposer de nombreux amendements afin de préciser le profil de l'étude d'impact et de l'article 2 en général, ou du moins d'obtenir du gouvernement des promesses pour les décrets d'application. C'est ainsi que finalement rien n'est prévu pour les cas où un projet présente des inconvénients écologiques sérieux l'emportant sur les avantages et les améliorations apportés par ce projet.

Dans ces conditions, précise le secrétaire d'Etat

Paul GRANET la responsabilité du gouvernement serait engagée s'il acceptait de délivrer l'autorisation d'approbation. De même les variantes du projet qui ne sont pas prévues dans le texte de l'article 2, apparaîtront dans les décrets d'application et seront réalisées par l'Atelier Central de l'environnement. N éanmoins, deux amendements sont adoptés. L'un prévoit des mesures destinées à supprimer ou à compenser les conséquences dommageables pour l'environnement. L'autre concerne la liste des ouvrages non soumis à l'étude d'impact. Cette liste touche les ouvrages ayant peu de répercussions sur l'environnement, alors que le texte précédent ne concernait que des ouvrages exempts d'étude d'impact en raison de leur nature ou de leurs caractéristiques, ce qui manquait de précision.

Enfin le texte du sous-amendement 126 de l'Assemblée Nationale est repris par le Sénat qui décide de voter un nouvel amendement obligeant, en cas d'absence d'étude d'impact, à passer devant une juridiction administrative qui, seule, pourra surseoir à la décision d'approbation dès la constatation de cette absence. Cet amendement, qui bouscule moins le droit administratif, est le fruit d'un long débat; mais, si cette juridiction tarde trop à se prononcer, les travaux seront alors très avancés sur le terrain. C'est pourquoi l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture, a décidé, par un amendement de M. Roland NUNGESSER, de recourir à une procédure d'urgence, ce qui semble une bonne formule. Le débat de cet article se termine par un amendement de l'Assemblée Nationale qui fournit au ministre chargé de la protection de l'environ-

nement la possibilité de se saisir ou d'être saisi pour avis, de toute étude d'impact.

En définitive, si l'étude d'impact n'a pas toutes les précisions qu'un texte réglementaire, et non pas législatif comme c'est ici le cas, aurait pu fournir, la coopération du gouvernement et des élus a permis de tracer les grandes lignes de l'étude d'impact. Les décrets d'application permettront de savoir si ces orientations ont été reprises fidèlement.

2°) Article 9

Autant l'article 2 et la plupart des articles de cette loi ont été discutés et amendés, autant il est curieux de constater la facilité avec laquelle l'article 9 fut adopté sans aucun amendement.(5).

Cet article, proposé par l'Assemblée Nationale en première lecture, reprend l'article premier d'une proposition de loi (n° 305) de Madame THOME-PATENOTRE du 12 Décembre 1974 tendant à l'établissement d'une Charte de l'animal. Cet article dispose que: " Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans les conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce ". Nous verrons, dans l'analyse de la loi, combien la rédaction de cet article est dangereuse et ambigu si on l'applique à la lettre. Il est étonnant que les députés, puis les sénateurs, aient voté ce texte tel quel. Mais, à la lecture des débats on s'aperçoit que chacun s'est félicité de l'introduction de ce chapitre sur la protection de l'animal, dans la loi.

La mauvaise conscience vis-à-vis des animaux

maltraités est devenue tellement aigue que les parlementaires furent sans doute soulagés de voter un texte de ce style et leur attention se relacha alors quelque peu.

En conclusion, ces deux articles sont totalement opposés dans leur élaboration. Néanmoins, il faut reconnaître que les députés et les sénateurs ont toujours essayé d'améliorer les textes dans un sens plus écologique tout en essayant de rester réalistes.

CHAPITRE TROISIEME

ANALYSE DE LA LOI

A - CONTENU

I - Article 1

C'est une sorte de préambule.

Placé en tête de la loi, sans aucune appartenance à un chapitre défini, il indique très nettement et très fermement la volonté protectrice du législateur et du gouvernement. Cet article se veut " l'esprit de la loi " et même, l'esprit d'une loi idéale de protection de la nature; et l'on verra, au cours de ce qui suit, que dans une société industrielle remplie de contraintes incompatibles avec la préservation de l'environnement, une loi sur la protection de la nature n'aura que rarement le caractère idéal souhaité par l'article 1er. Dans celui-ci l'intention du législateur est de protéger les espaces naturels, mais aussi les paysages, c'est-à-dire les zones rurales où l'homme a laissé sa trace de bâtisseur.

Est également visée la préservation des espèces animales et végétales sans restriction, dans le respect des équilibres biologiques, ainsi que la protection des ressources naturelles.

Ces différents secteurs de protection sont déclarés d'intérêt général. Ce principe est d'une immense portée et montre bien le besoin de préservation ressenti par le législateur et par la population qu'il représente.

Cela signifie qu'il est dans l'intérêt de chacun de préserver la nature car, comme le disait le Professeur Jean DORST: " la nature n'est pas seulement une source de richesse où nous pouvons puiser; elle est une partenaire dont nous avons besoin, consciemment ou non, pour nous servir de

complément sur les plans intellectuels et culturels ". D'ailleurs, le deuxième alinéa précise bien que l'obligation de sauvegarde de l'environnement s'applique à toutes personnes publiques ou privées et surtout à toutes les actions d'aménagement, d'équipement et de production. Il est donc créé un devoir nouveau pour le citoyen: La protection de la nature.

Le troisième alinéa va tempérer ces déclarations en faisant remarquer que si la protection de la nature devient un devoir et une nécessité, cela ne doit pas aller à l'encontre de l'équilibre harmonieux de la population. Il est en effet évident que les populations locales et en particulier rurales doivent pouvoir vivre et travailler comme par le passé; ce point sera d'ailleurs repris dans le chapitre des réserves naturelles.

Mais, si ces trois alinéas pris isolément apparaissent logiques et nécessaires, leur ensemble risque de provoquer des heurts quand il s'agira de protéger un milieu naturel sans gêner la population qui y vit. C'est toute la différence entre une protection idéale dans un texte de loi et sa réalisation pratique sur le terrain.

Enfin, certains parlementaires ont proposé à plusieurs reprises un amendement portant sur la création d'un conseil scientifique de protection de la nature, issu du C.N.R.S. qui aurait pour mission de déterminer les biotopes et les espèces animales ou végétales à protéger et qui serait consulté pour avis pendant l'élaboration des décrets d'application de cette loi et des différents décrets, arrêtés ou dérogations émis par le

ministère de la qualité de la vie.

Ces amendements ont été repoussés sous prétexte qu'il existait déjà un Centre National pour la Protection de la Nature et un Atelier Central de l'Environnement ayant une compétence scientifique suffisante pour régler ces problèmes.(5).

II - Article 2

C'est la suite logique de l'article premier mais c'est aussi et surtout l'un des articles les plus importants de la loi sinon le plus important. Cet article est, en effet, un début de réponse à cette déclaration de Jean ROSTAND: "L'humanité serait merveilleusement heureuse si tout le génie qu'emploient les hommes à réparer leurs bêtises était employé à ne pas les commettre ...". Tout d'abord cet article concerne tout projet qui par l'importance de ses dimensions ou son incidence sur le milieu naturel, peut porter atteinte à ce dernier; il est, en effet, indispensable en matière de protection de s'occuper de la taille d'un projet mais surtout de son incidence sur le milieu environnant. Tous ces projets seront donc soumis à une étude d'impact et cela n'exclue pas a priori les projets militaires car si la défense nationale a ses impératifs ils doivent être compatibles avec la protection du patrimoine national sinon quelle sera la mission de l'armée ? Et que défendra-t-elle ?

Cette étude d'impact aura pour but d'étudier les conséquences du projet sur l'environnement. Elle apparaît nécessaire pour éviter une mise à sac de l'environnement car la plupart des gens ne

sont pas encore suffisamment sensibilisés à ces problèmes, ou bien ils estiment que les dégradations sont tellement avancées que l'on ne peut plus rien faire pour y remédier.

Aussi, avant qu'un état d'esprit "écologique" national apparaisse, le législateur doit élaborer des dispositions concrètes pour protéger l'environnement afin que ce ne soit pas toujours le projet le plus économique qui soit réalisé, mais celui qui représente le juste milieu entre les nécessités de l'économie et la sauvegarde de l'environnement.

Cependant, l'intérêt de l'étude d'impact et surtout son efficacité va dépendre de la manière dont elle va être mise en oeuvre. Compte-tenu du grand nombre de projets susceptibles de faire l'objet d'une étude d'impact (entre 500 et 1.000 par an) , la responsabilité de l'étude est confiée aux maîtres d'ouvrages et ce sont eux qui doivent tirer les conséquences résultant du projet sur le milieu naturel. De prime abord il semble aberrant que sur un point aussi important une personne qui aura de bonnes raisons pour ne pas être totalement objective, puisse être juge et partie. Pour y porter remède, le législateur a tenté de préciser le contenu de cette étude d'impact mais s'est heurté à la difficulté de faire entrer dans la loi des précisions qui relèvent de textes réglementaires.

Le texte de loi a réussi cependant à donner quelques orientations au décret d'application, en particulier pour vérifier le sérieux du travail

d'étude des maîtres d'ouvrages.

Le décret fixera les conditions dans lesquelles les préoccupations d'environnement sont prises en compte dans les procédures réglementaires existantes. C'est un point très important car il va permettre au ministre chargé de la protection de la nature d'intervenir dans toutes les procédures réglementaires existantes ayant plus ou moins trait à l'environnement. Le pouvoir réglementaire va donc être obligé de revoir toutes ces procédures pour leur donner un caractère plus "écologique".

Le décret comprendra un état initial du site et des modifications engendrées par le projet. Le législateur a tenu à préciser les mesures qu'envisageait le maître d'ouvrage pour supprimer ou réduire et si possible compenser les conséquences dommageables pour l'environnement. Ces dernières mesures sont indispensables pour que l'étude d'impact ait une raison d'être, car si on accepte des projets dégradant plus ou moins l'environnement il faut envisager des mesures atténuant ces dégradations.

Malgré cela le texte reste incomplet car la loi ne dit rien sur les cas où l'étude d'impact ferait apparaître une forte prépondérance des inconvénients. Qu'en résulterait-il ? Quelles seraient les obligations du ministre de la qualité de la vie ? Ce ministre pourrait-il s'opposer à la réalisation du projet ? Qui décidera en définitive ? Sans doute des précisions seront données dans les décrets d'application, cependant c'est une lacune grave de la loi.

De même, rien n'est dit sur la manière dont sera contrôlée l'étude d'impact, car toute la valeur de l'étude d'impact résidera dans le sérieux de son contrôle puisque les réalisateurs de l'étude sont plus ou moins sujets à caution. Pendant les débats au Sénat, le gouvernement a précisé que l'Atelier Central de l'Environnement avait été créé pour, notamment, contrôler l'application de l'article 2 de la loi et vérifier la qualité des études d'impact.

Pour certains ouvrages exceptionnels l'Atelier Central pourrait être conduit à participer à l'étude et à demander une contre-expertise. De plus, l'Atelier Central de l'Environnement sera chargé, d'après le gouvernement, de réaliser les variantes du projet afin qu'il existe un choix réel proposé quand le premier projet ne donnera pas toutes satisfactions; les variantes ne seront pas proposées par le maître d'ouvrage afin de conserver un maximum d'objectivité.

Il est évidemment dommage que ces précisions fournies par les déclarations gouvernementales n'aient pas été incluses dans le texte de loi.

L'alinéa suivant de l'article 2 est aussi très important car il aborde le problème de la publicité donnée à l'étude d'impact.

A une époque où la concertation est à l'ordre du jour, et devant une étude d'impact plus ou moins objectivement réalisée, la publicité de cette étude devenait indispensable.

L'administration peut alors proposer à l'opinion

publique devenue responsable une étude d'impact critiquée par l'Atelier Central de l'Environnement; donc, un dossier sérieux autour duquel va s'instaurer un dialogue constructif.

Encore une fois on regrettera que la loi laisse les conditions dans lesquelles sera rendue publique l'étude d'impact, aux bons soins d'un décret en conseil d'Etat.

Ce même décret d'application établira une liste limitative des ouvrages non soumis à l'étude d'impact, en raison de la faiblesse de leurs répercussions sur l'environnement. La rédaction est claire et précise, seuls les ouvrages ayant peu de répercussions sur l'environnement figureront sur la liste. Néanmoins le gouvernement l'a clairement exprimé pendant les débats, les P.O.S. seront exemptés d'étude d'impact pour deux raisons:

- d'une part les P.O.S. sont en eux-mêmes déjà une sorte d'étude d'impact - c'est vrai dans une certaine mesure, mais une étude d'impact très incomplète.
- d'autre part, il y a environ 6.000 P.O.S. en chantier et ils représentent une lourde charge pour les municipalités. Il serait très difficile d'alourdir cette charge par une étude d'impact. Cet argument est évidemment très valable, mais la protection de la nature est aussi une chose grave avec laquelle il ne faut plus jouer si l'on veut éviter des catastrophes pour les générations futures.

L'avant-dernier alinéa de cet article dit que le ministre de la qualité de la vie pourra se saisir ou être saisi d'une étude d'impact, pour avis. Ceci peut constituer une sauvegarde pour les défenseurs de l'environnement, néanmoins un avis n'est pas forcément suivi d'effet.

Enfin, si il semble qu'il y ait absence d'étude d'impact, une procédure d'urgence est mise en route afin de permettre, dès que l'absence est constatée, de surseoir à l'exécution. Cette procédure d'urgence doit permettre de limiter les délais d'instruction afin de permettre au juge de surseoir au projet dans les délais les plus brefs.

III - Chapitre I - De la protection de la faune et de la flore

Le chapitre 1er est peut-être le plus nouveau de cette loi car il s'attaque au problème de la protection de la faune et de la flore. Et l'on sait que jusqu'à cette loi la protection des animaux non domestiques était très partielle, s'effectuant par le biais de la réglementation sur la chasse ou la pêche. Quant à la protection des végétaux non cultivés elle était inexistante en dehors des zones protégées au demeurant fort restreintes.

L'Assemblée et le Sénat, en rédigeant ce chapitre ont donc fait oeuvre de réelle création.

Avant d'aborder l'analyse de ce chapitre il est bon de se rappeler cette phrase du Professeur Jean DORST: " Il faut avant tout

que l'homme se persuade qu'il n'a pas le droit moral de mener une espèce animale ou végétale à son extinction parce qu'il n'est pas capable de créer mais seulement de conserver ".

1°) Article 3

Le début de l'article reste un peu confus. En effet, la protection d'une certaine faune ou d'une certaine flore s'effectue quand elle est justifiée par un intérêt scientifique particulier ou par les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national.

Or, on peut se demander ce que peut être cet intérêt scientifique particulier, où commence - t-il ? et où finit-il ? Ce terme est trop imprécis. De plus, on est en droit de s'interroger sur la manière dont le ministre chargé de la protection de la nature prendra les avis qui lui sont nécessaires pour déterminer l'intérêt scientifique particulier, ou l'espèce appartenant au patrimoine biologique national qui a besoin de protection.

Aucun organisme compétent pour donner un avis n'est cité. Tout est laissé, comme on le verra dans l'article suivant, à la charge d'un décret.

Mises à part ces lacunes qui étaient sans doute d'ordre trop réglementaire pour figurer dans un texte de loi, dès que la protection d'une espèce est décidée, celle-ci est totalement protégée. En effet, toutes manipulations de cette espèce, de ses oeufs ou nids pour les oiseaux, de ses fruits pour les plantes, sont alors interdites. De plus, les milieux où

vivent les espèces préservées sont également sauvegardés et c'est indispensable car rien ne sert de conserver une espèce si l'on peut détruire impunément son habitat.

Cet alinéa est excessivement important car il devient absolument interdit d'altérer un milieu où vit une espèce protégée; or cette altération du milieu pourrait être pratiquement le fait de toutes actions humaines telles que déboisement, urbanisation, pollutions aériennes, terrestres ou aquatiques, etc

Les actes de dégradation du milieu deviennent alors répréhensibles même s'il n'existe que quelques individus protégés dans la zone altérée.

Enfin le dernier alinéa protège les sites contenant des fossiles ce qui augmente encore les zones à ne pas modifier.

Les quatre derniers alinéas sont très bien faits et répondent parfaitement au titre du chapitre, mais le ministère chargé de la protection de la nature devra être très vigilant et avoir de grands moyens financiers pour faire respecter la loi.

2°) Article 4

Un décret en conseil d'Etat fixera:

- la liste limitative des espèces à protéger. Il est dommage que la loi n'indique pas expressément que cette liste doit être périodiquement révisable.

C'est ce même décret qui fixera la

protection des espèces dans le temps et dans l'espace.

- Dans le temps: la protection peut être permanente si l'espèce est devenue très rare ou temporaire, à certaines époques pendant lesquelles ces animaux sont plus particulièrement vulnérables, qu'il s'agisse de période normale: nidation par exemple, ou plus exceptionnelle telle que inondation, temps de neige

- Dans l'espace: la protection sera plus ou moins étendue sur le territoire national en fonction des besoins de protection de chaque espèce. Il faut remarquer que les eaux territoriales et même les nappes phréatiques, comme l'a précisé le gouvernement pendant les débats, font partie du territoire national et donc sont incluses dans les zones à protéger (5).

Enfin, dans les deux derniers alinéas, la loi s'assouplit en prévoyant la délivrance d'autorisation de prélèvement d'espèces protégées à des fins scientifiques, ce qui est juste, à condition qu'il n'y ait pas trop d'autorisation délivrées ni de prélèvements effectués.

Elle s'assouplit aussi en réglementant la chasse photographique mais en ne l'interdisant pas, comme cela était prévu dans le projet de loi. En effet, si cette chasse est bien réglementée les animaux n'en pâtiront pas et les films et les photographies qui ont un caractère éducatif indéniable, inciteront peut-être les spectateurs à mieux respecter la nature.

3°) - Article 5

Cet article définit l'obligation d'avoir une autorisation pour introduire, exporter, ou utiliser des espèces animales non domestiques et végétales non cultivées inscrites sur une liste établie par le ministre chargé de la protection de la nature, et en tant que de besoin, des ministres compétents qui en font la demande. Cette liste est donc toujours établie par le ministre chargé de la protection de la nature, ce qui est normal, mais d'autres ministres pourront s'associer à lui car les motivations d'inscription d'une espèce de cette liste sont très diverses. La réglementation pourra protéger des espèces exotiques ou indigènes en voie de disparition, mais elle pourra également refouler des espèces non menacées de disparition mais pouvant être vecteurs de maladies transmissibles à l'homme ou aux animaux.

De même cette réglementation pourra simplement servir à sauvegarder les animaux qui sont souvent maltraités à la fois par les personnes qui en font le commerce, que ce soit par ignorance ou pour d'autres motifs, et par les propriétaires qui, même bien intentionnés, ignorent les conditions de vie de certaines espèces mal connues qui ne tardent pas, le plus souvent, à mourir.

Cependant, quand il s'agira de protéger une espèce touchant directement ou indirectement à la compétence d'un ministre autre que le ministre chargé de la protection de la nature,

ce ministre ne pourra discuter de l'inscription de cette espèce sur la liste que s'il en fait la demande, son autorisation n'étant pas obligatoire. D'ailleurs, pour limiter le nombre des ministres ayant à signer l'inscription sur la liste, et permettre une inscription plus rapide d'une espèce dont la protection est urgente, le législateur a fait précéder dans le texte " les ministres compétents " de la mention " en tant que de besoin ".

Il est à remarquer que cet article peut s'adresser au gibier de repeuplement, si les conditions l'exigent.

4°) Article 6

L'article 6 concerne les autorisations d'ouverture des établissements de vente, location et transit ainsi que des jardins zoologiques.

Cet article vient bien à propos car les parcs zoologiques se sont multipliés ces dernières années et avec eux les établissements de vente et de transit sans que la sécurité des personnes d'une part et les conditions de vie des animaux d'autre part aient été suffisamment assurées.

La loi s'entoure ainsi de trois garanties pour l'ouverture de ces établissements.

- Ils sont considérés comme installations classées pour la protection de l'environnement, donc la législation sur les installations classées s'y applique. En effet ces établissements peuvent comporter des inconvénients pour le voisinage et cela permettra de les astreindre

à de meilleures règles d'hygiène.

- Ces établissements devront avoir une autorisation administrative garantissant la sécurité du public et les conditions de vie des animaux. Les modalités de délivrance de cette autorisation et les conditions qu'elle devra remplir feront l'objet d'un décret en conseil d'Etat.

- Enfin, ces établissements devront être titulaires d'un certificat de capacité garant de leur compétence. Il aurait été souhaitable de savoir qui délivrera ce certificat de capacité.

D'autre part il faut noter que les dispositions de cet article s'appliquent aussi aux établissements existant au jour de la promulgation de la loi mais dans des délais non précisés dans la loi et qui ne le seront que par un décret en conseil d'Etat.

Toute la valeur de cet article dépend des modalités fixées par le décret d'application. Mais il y a urgence car certains jardins zoologiques sont tenus de manière scandaleuse.

5°) Article 7

Le contrôle de l'autorité administrative s'exercera selon les modalités d'un décret en conseil d'Etat sur certains établissements possédant des animaux non domestiques inscrits sur la liste définie à l'article 5.

Si l'énumération des établissements soumis à ce contrôle semble complète, il est anormal que ce contrôle se limite aux animaux non domestiques d'une part, et surtout à ceux

inscrits sur la liste se référant à l'article 5
Car ce contrôle est nécessaire pour tous les
animaux, domestiques ou pas, même si, ce fai-
sant, on sort du cadre du chapitre I.

Les mesures découlant de ce contrôle sont
très sévères car elles peuvent aller jusqu'à
la fermeture de l'établissement.

6°) Article 8

Le législateur précise que les disposi-
tions des deux articles précédents ne s'appli-
quent pas aux produits de la pêche maritime et
de la conchyliculture destinés à la consumma-
tion afin de permettre la protection d'espèces
aquatiques rares non consommées de façon habi-
tuelle telles que le coelacanthé, mais sans
entraver la pêche commerciale ou l'élevage des
coquillages qui ne s'intéressent pas aux ani-
maux en voie de disparition.

IV - Chapitre II - De la protection de l'animal

Ce chapitre n'existait pas dans le projet
de loi et c'est la commission d'étude de l'As-
semblée Nationale qui a jugé bon de l'y intro-
duire afin qu'une protection plus "humaine" et
plus étendue de l'animal apparaisse dans la
législation française, et cela le plus rapide-
ment possible.

Or, la présente loi a permis, de par son
objet, d'inclure ce chapitre de protection de
l'animal dans sa rédaction.

1°) Article 9

Le chapitre II commence par un article dont la teneur reprend fidèlement la proposition de loi de Décembre 1974 de Madame THOME PATENOTRE, mais qui risque de poser de gros problèmes et d'augmenter de façon intolérable les devoirs de tous possesseurs d'animaux si on applique cet article à la lettre.

Tout d'abord l'article fait mention de " tout animal", donc domestique ou non, qui sera désormais considéré comme un être sensible. Cela peut sembler évident. Pourtant cela ne l'était pas pour notre législation car il faut bien reconnaître que l'animal était plutôt considéré comme un objet au terme de la réglementation.

Cet être sensible doit être placé dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce. Et c'est là que la loi crée des devoirs intolérables pour le propriétaire. Car quels sont les impératifs biologiques ? Ils sont d'ordres très variés, il y a entre autres la nutrition, la reproduction, la vie en groupe ou en couple pour certains, la liberté de mouvements

Or, un propriétaire qui empêche son chien de se reproduire par un isolement forcé ou par l'emploi de diverses ceintures de chasteté, va à l'encontre de la loi. Ce n'est qu'un exemple, mais il se vérifie tous les jours et est très caractéristique du problème posé par cet article.

Quand une mère, dans un parc zoologique, tue ses petits à la naissance et cela à chaque mise bas, c'est bien qu'elle n'est pas dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce.

Quand un singe est soumis à des expériences neurophysiologiques, on est en droit de se demander s'il est dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce.

Quand les poules se tuent dans les cages parce qu'elles manquent d'espace vital, est-ce que les impératifs biologiques sont respectés ?

Pour la faune sauvage c'est encore plus simple et plus radical; quand elle n'est plus dans les conditions compatibles avec ses impératifs biologiques, en général pour des raisons de modification de milieu dont l'homme est responsable, elle disparaît tout simplement de la surface de la terre.

Les exemples pourraient ainsi être multipliés à l'infini, aussi il faut soit supprimer toute emprise de l'homme sur l'animal, soit supprimer la loi.

A la lecture des débats on remarquera que le texte de cet article fut immédiatement adopté par les deux chambres sans qu'un mot soit changé et sans qu'aucune discussion n'intervint pour essayer d'en modifier les termes. C'est d'autant plus étonnant que quelques minutes avant avaient été autorisés les zoos et autres établissements possédant et utilisant des animaux.

2°) Article 10

Cet article précise que toute personne peut détenir un animal si les droits des tiers, la sécurité et la salubrité publiques sont préservées et si, d'autre part, il n'est pas exercé de mauvais traitements sur les animaux détenus. Le législateur donne donc aux propriétaires d'animaux un droit, celui de posséder un animal et lui impose deux devoirs, le respect des tiers et le respect des animaux. Cette phrase était nécessaire car il est souvent difficile aux propriétaires d'animaux de les faire admettre en ville et particulièrement en appartement .

Le législateur précise que les établissements ouverts au public pour l'utilisation d'animaux seront contrôlés par l'administration qui pourra procéder à leur fermeture si l'article 10 n'était pas respecté. Ce sont des mesures sévères mais nécessaires qui rappellent celles prises par l'article 7 et qui ne réclament pas d'autres commentaires.

3°) Article 11

Dans cet article le législateur étend le titre V du livre II du code rural à la protection des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité. Précédemment la protection se limitait aux animaux domestiques. Mais cette modification n'est qu'une mise en harmonie des textes préexistants, puisque depuis la loi n° 63-1143 du 19 Novembre 1963 l'article 453 du code pénal punissait les actes de cruauté envers les animaux domestiques et sauvages apprivoisés ou captifs.

4°) Article 12

Cet article reprend et modifie les articles 213 et 276 du Code rural.

- Les modifications de l'article 213 du Code rural portent essentiellement sur les délais d'abattage des animaux trouvés sur la voie publique. Les délais sont de quatre jours francs et ouvrables au lieu de 48 heures pour les animaux non identifiés et de huit jours pour les animaux identifiés. Ces délais d'abattage donnent aux propriétaires le temps de retrouver leur bête. Cela favorise les animaux identifiés et par conséquent incite les propriétaires à les tatouer ou les munir d'un collier. En contrepartie, ces délais assez longs risquent de poser des problèmes de gardiennage aux municipalités car les fourrières sont en nombre restreint et les refuges de sociétés protectrices des animaux sont surpeuplés.

La deuxième modification de l'article 213 est le remplacement de la proposition: " les maires prennent " par: " les maires peuvent prendre ", ce qui rend facultative la prise des dispositions de l'article 213 et laisse au maire son libre arbitre et la possibilité de prendre ses responsabilités en fonction des circonstances.

- De même l'article 276 du Code rural subit plusieurs modifications.

D'une part il est interdit d'exercer des mauvais traitements envers les animaux domestiques et sauvages captifs ou apprivoisés. Le législateur a supprimé le mot "abusivement" en

pensant que les mauvais traitements concernés par la loi étaient toujours abusifs, la jurisprudence en cette matière lui paraissant suffisamment établie. Néanmoins si la suppression de ce terme donne plus de force à l'article, on peut quand même considérer que frapper un chien pour désobéissance, par exemple, est un mauvais traitement mais que ce n'est pas nécessairement abusif même si certains esprits chagrins pensent le contraire.

Le législateur a judicieusement étendu cette interdiction aux animaux sauvages captifs ou ap-
privoisés qui subissent, comme les animaux domestiques, la présence de l'homme.

D'autre part, la loi précise que cette protection s'étend aux animaux manipulés lors des techniques d'élevage, de parage, de transport et d'abattage à toutes fins (consommation humaine, consommation animale ou équarissage) ainsi qu'aux utilisations abusives d'animaux. Ce terme d'utilisation abusive fut rajouté en pensant plus particulièrement à certains manèges de chevaux ou de poneys où les animaux sont littéralement tués à la tâche.

De même, ces mesures sont applicables aux expériences biologiques, médicales et scientifiques qui ne doivent être effectuées que dans des cas de strictes nécessités. C'est tout le problème de la vivisection. Où s'arrête l'expérience constructive et où commence la cruauté gratuite ? Ainsi, dans toutes les écoles de France on fait des expériences sur des grenouilles. Est-ce réellement une expérience de stricte nécessité ?

Evidemment on pourra répondre qu'une expérience réalisée soi-même marque plus qu'un film. Et puis les grenouilles sont décérébrées; Peut-être ! mais dans quelles conditions !

Les mesures propres à assurer la réalisation de l'article 276 seront déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

5°) Article 13

Cet article modifie l'article 453 du Code pénal. Les sévices graves et les actes de cruauté sur les animaux domestiques et sauvages apprivoisés ou captifs sont punis d'une amende de 500 à 6.000 Francs et de 15 jours à 6 mois de prison, ou de l'une de ces deux peines. Cette gradation dans les mesures pénales favorisera certainement l'application de la loi, car l'amende la plus faible n'est pas trop forte pour ne pas être appliquée sans scrupule par tous les juges; et une amende de 6.000 Francs accompagnée de six mois de prison sera une mesure suffisamment sévère pour une infraction particulièrement grave. De plus, l'adjonction des termes "sévices graves" augmente la portée de l'article 453 car jusqu'à présent les mauvais traitements, que l'on peut assimiler aux sévices graves, n'étaient sanctionnés que par des amendes et des peines de simple police prévues à l'article R38 du Code pénal.

Enfin, l'abandon d'un des animaux précédemment cités est puni des mêmes peines, à l'exception, évidemment, des animaux de repeuplement. ce dernier alinéa est l'une des mesures les plus

importantes qu'il soit pour la protection de l'animal. En effet, on estime à 150.000 chiens et 200.000 chats le nombre des abandons annuels, particulièrement au moment des départs en vacances. En plus de la cruauté et de l'inconséquence de tels agissements, il faut songer aux problèmes sanitaires qui sont ainsi engendrés par la multiplication des animaux errants, notamment dans les régions atteintes par la rage.

Néanmoins, si la peur du gendarme est quelquefois efficace la prévention l'est toujours beaucoup plus. Il est infiniment regrettable que les députés et les sénateurs n'aient pas profité de cette loi pour rendre obligatoire le tatouage des animaux domestiques, ce qui sera la meilleure garantie contre les abandons.

Il est bien évident, ainsi que voulait le faire préciser Madame THOME PATENOTRE, dans un amendement, et comme l'a confirmé le gouvernement, que l'abandon volontaire à une société protectrice n'entraîne pas dans le cadre de la loi.

6°) Article 14

Les associations de protection animale reconnues d'utilité publique peuvent se porter partie civile pour les infractions à l'article 453 du Code pénal. C'est une mesure très judicieuse et qui devient nécessaire car les témoins de mauvais traitements ou d'actes de cruauté sur un animal ont en général des scrupules à porter plainte contre un propriétaire malveillant, quand ils ne sont pas totalement indifférents.

7°) Article 15

L'article 3 de la loi n° 63-1143 du 19 Novembre 1963 est abrogé. En effet cet article prévoyait que les articles 453 et 454 du Code pénal n'étaient pas applicables dans les départements d'outre-mer, ce qui n'a plus aucune raison d'être à l'heure actuelle.

V - Chapitre III: Des réserves naturelles

Ce chapitre est en fait une modification des dispositions de la loi du 2 Mai 1930 sur la protection des monuments et des sites. Elle s'inspire également de la loi du 23 Juillet 1960 sur la création des parcs nationaux.

1°) Article 16

Cet article énumère les motifs pris en considération avant de créer une réserve naturelle. Les réserves naturelles ont pour rôle de préserver ou de reconstituer des espèces animales et végétales menacées ainsi que leur milieu naturel aussi bien terrestre que maritime. Cette préservation va jusqu'à protéger les gîtes d'étapes sur les grandes voies de migrations. D'autre part une réserve naturelle peut être créée pour conserver des jardins botaniques particulièrement riches, pour préserver des formations géologiques et des sites fossilifères, ou pour favoriser le développement des connaissances scientifiques ou techniques.

Cependant, si l'esprit de la loi ressort très clairement, les termes employés restent

suffisamment flous pour devenir matière à discussion quand des intérêts économiques sont en jeu. En effet, les termes "d'importance particulière de la conservation du milieu naturel," " de formations géologiques remarquables " ou " d'espèces présentant des qualités remarquables" indiquent bien la volonté de protection du législateur, mais comment déterminer jusqu'à quel point une chose est remarquable et doit être conservée ? Aussi l'article 16 prendra toute sa valeur avec l'application plus ou moins judicieuse qui sera faite de l'article 17.

- Article 17 - Cet article, très court, est assez laconique. Le classement d'un territoire en réserve naturelle est prononcé par décret ministériel après consultation des collectivités locales intéressées, ou par décret en Conseil d'Etat si le propriétaire s'oppose au classement. Aussi trois remarques s'imposent: d'une part rien n'est dit sur la proposition de classement, il semble qu'elle soit le fait du seul ministre chargé de la protection de la nature; d'autre part il semble qu'une opposition expresse du ou des propriétaires concernés soit requise pour que le classement se fasse par décret en Conseil d'Etat. Si le propriétaire ne fait pas connaître son opposition, attendant une notification personnelle, le classement se fait automatiquement après décret ministériel. Si cette procédure permet de hâter un classement elle risque aussi de mécontenter et de surprendre les populations

rurales souvent peu au fait des règlements.

Enfin, le classement se fait après avis des collectivités locales. Cela permettra de mieux connaître les problèmes et les aspirations de la région concernée mais cela ne favorisera pas forcément le classement d'une région en réserve naturelle.

2°) Article 18

L'article 18 est constitué de deux alinéas.

D'une part certaines prescriptions particulières peuvent être prises pour éviter l'altération des réserves naturelles. Il est bien évident que le classement en réserve naturelle n'aurait guère de sens si on ne pouvait empêcher la dégradation de ladite réserve.

D'autre part, le deuxième alinéa vise à conserver les activités traditionnelles existantes. Il y a donc contradiction avec le premier alinéa surtout quand on relit l'énumération qui est faite des prescriptions particulières. Mais cet alinéa, qui reprend les dispositions de l'article 1 de la présente loi, en l'appliquant aux réserves naturelles, est là pour rassurer les populations locales qui seraient certainement désorientées en apprenant le projet de classement de leur région. Néanmoins, ce n'est qu'une assurance apparente car les activités traditionnelles existantes doivent être compatibles avec les intérêts définis à l'article 16. Le deuxième alinéa tend donc à s'annuler quelque peu par l'opposition des deux propositions qui le constituent.

3°) Article 19

L'acte de classement est publié au bureau des hypothèques et communiqué aux maires des communes afin qu'une publicité suffisante de l'acte de classement soit réalisée. D'autre part il est notifié aux propriétaires leurs droits réels sur les immeubles classés afin, en particulier, que les demandes d'indemnisation puissent être faites dans le délai réglementaire de six mois.

4°) Article 20

Cet article reprend l'article 8 de la loi du 2 Mai 1930. Mais les indemnités dues par le fait du classement seront versées non seulement aux propriétaires mais encore aux titulaires de droits réels ou leurs ayants-droit. Cela est tout à fait juste et manquait dans la loi du 2 Mai 1930 car les titulaires de droits réels et leurs ayants-droit que sont les exploitants agricoles ou les sociétés de chasse par exemple, subissent, comme les propriétaires, un préjudice.

5°) Article 21

Après notification de l'intention de classement à un propriétaire, celui-ci ne peut occasionner aucune modification sur sa propriété pendant une période de quinze mois, sauf autorisation du ministre chargé de la protection de la nature et sous réserve de l'exploitation habituelle des fonds ruraux. Ce délai, qui était de un an dans la loi du 2 Mai 1930 passe à 15 mois mais les travaux traditionnels et ruraux existant

pourront être poursuivis pendant ce délai. Cette mesure permet de bloquer rapidement tout début de détérioration d'un milieu du fait de l'homme, mais de ne pas arrêter subitement l'exploitation des fonds ruraux qui se pratiquaient de tous temps, ce qui aurait entraîné la faillite de ces exploitants.

6°) Article 22

Aucun commentaire ne s'impose réellement à cet article qui stipule que lors de l'aliénation, la location ou la concession d'un territoire classé, le propriétaire se doit de prévenir son acquéreur et que celui-ci doit prévenir le ministre chargé de la protection de la nature dans les 15 jours. Il est en effet nécessaire que l'acquéreur soit prévenu de ce qui l'attend et que le ministre compétent puisse suivre l'évolution des tractations qui se font dans les réserves.

7°) Article 23

Les modifications d'un territoire classé en réserve naturelle ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du ministre chargé de la protection de la nature, délivrée selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Même si la consultation des organismes compétents est obligatoire pour la délivrance de l'autorisation, on reste encore un peu dans le vague quant aux modalités du décret en Conseil d'Etat et c'est fort regrettable car la modification d'un territoire classé est une chose grave pour la nature.

8°) Article 24

Cet article donne la possibilité à des particuliers de créer des réserves naturelles volontaires qui seront protégées au même titre que les réserves naturelles créées par l'Etat.

Ces réserves seront classées comme telles par le ministre chargé de la protection de la nature si elles présentent un intérêt scientifique ou écologique particulier et après consultation des collectivités locales intéressées.

C'est une mesure très intéressante car il existait déjà la possibilité de créer des réserves à statut libre pour les propriétés non closes, mais elles ne jouissaient d'aucune protection, en particulier en matière de chasse. Or, cet article a été ressenti par certains comme une atteinte au droit de chasse et c'est pour cette raison que la consultation des collectivités locales est devenue obligatoire.

En définitive, la consultation des collectivités locales risque d'avoir pour conséquence de rendre pratiquement impossible l'application de cet article. Malgré cela cette consultation est obligatoire car aux termes de la loi Verdeille un propriétaire qui obtient le classement de sa forêt ou de son bois, en réserve, a la possibilité de demander des subventions à la commune et au département.

Les collectivités locales versant les subventions il est normal qu'elles émettent leur avis sur le classement.

9°) Article 25

Cet article confie au ministre chargé de la protection de la nature le soin de fixer les modalités de gestion des réserves naturelles.

Une grande liberté est laissée au ministre qui peut passer des conventions aussi bien avec les propriétaires ou les collectivités locales qu'avec des associations ou des fondations. Il peut même créer des établissements publics pour leur confier la gestion des réserves naturelles.

10°) Article 26

Il est un principe en droit qui consiste à utiliser la même procédure pour déclasser que pour classer. Mais pour le déclassement total ou partiel d'une réserve naturelle la loi ne reprend pas ce principe et le déclassement a lieu après enquête publique. Considérant que le déclassement d'une réserve naturelle intéresse la communauté scientifique et la collectivité nationale tout entière, il faut non seulement consulter les collectivités locales mais aussi toute personne voulant se faire entendre.

Une fois le déclassement décrété en Conseil d'Etat la procédure qui suit est la même que pour le classement.

11°) Article 27

Le chapitre III, comme on a pu s'en apercevoir, transpose, en les adaptant aux réserves naturelles, les principales dispositions de la loi du 2 Mai 1930. Ainsi l'article 27 reprend

les articles 13 et 17 à 20 de la loi du 2 Mai 1930 modifiée, pour les appliquer aux réserves naturelles. Ces articles protègent les monuments naturels et les sites contre toutes causes de dégradations, les préservent des enquêtes à fins d'expropriation pour cause d'utilité publique et prévoient la création d'une zone de protection autour d'eux.

Cet article va renforcer les attributions du ministre chargé de la protection de la nature, et va tendre à rendre son action plus cohérente.

VI - Chapitre IV - De la protection des espaces boisés:

Ce chapitre qui n'existait pas dans le projet de loi est en quelque sorte le pendant du chapitre II sur la protection de l'animal.

En effet, après avoir considéré la protection des animaux et des végétaux sauvages, rares ou remarquables, la loi se penche sur la protection des animaux en contact avec l'homme. Il était donc logique que la loi s'attache à protéger les végétaux en contact avec l'homme, en particulier l'arbre qui pâtit de cette promiscuité.

Ainsi, aucune forêt n'a été créée dans la région parisienne depuis Napoléon III. En revanche, pendant les cinq premières années d'exécution du schéma directeur de cette même région, près de 2.000 ha ont été déboisés pour des opérations spéculatives alors qu'il avait été promis que

l'on ne toucherait absolument pas aux espaces forestiers.

Le législateur a préféré modifier le Code forestier plutôt que de créer une nouvelle législation, ce qui aurait fait trois réglementations différentes, considérant qu'il existe un Code de l'urbanisme ayant à s'appliquer parfois au même sujet.

1°) Article 28

Cet article est destiné à étendre la protection des espaces boisés puisque les bois ou les massifs qu'ils complètent sont protégés et que les bois ou les forêts entourant les grandes agglomérations pourront être classés forêts de protection. Toutes atteintes à une forêt de protection pouvant compromettre la conservation ou la protection de celle-ci sont interdites. Cette protection des bois est destinée à protéger la nature entourant les villes, mais surtout à augmenter le bien-être de la population en lui conservant un cadre de verdure à proximité de son logement, ce qui est devenu une nécessité dans l'univers de béton où nous vivons et où tout est déshumanisé.

Néanmoins le classement en forêt de protection ne sera pas systématique pour tous les espaces boisés de la périphérie des grandes villes, ce qui aurait l'inconvénient de bloquer certaines opérations d'équipement indispensables.

VII - Chapitre V - Dispositions pénales

1°) Article 29

L'article 29 définit la liste des catégories de personnes habilitées à constater les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7, 18, 21, 22, 23 et 24, c'est-à-dire aux chapitres relatifs à la protection de la faune, de la flore et des réserves naturelles.

Il est distingué dans la rédaction de l'article, les agents dépendant directement du ministre chargé de la protection de la nature, et ceux qui ne relèvent pas directement de son autorité. Cette liste est assez complète et une même compétence est reconnue à tous les corps intervenant en la matière afin de créer une certaine harmonie.

Néanmoins, et nous reviendrons plus en détail sur ce sujet, il faut espérer que les effectifs desdits agents seront augmentés si l'on désire donner à la loi sa pleine efficacité.

2°) Article 30

Cet article ne réclame pas de commentaires particuliers, son texte étant suffisamment explicite. Il s'agit du devenir des procès-verbaux dressés.

Dans le domaine maritime ce sont les règles pré-existantes en matière de police de la pêche maritime qui s'appliquent. Ces règles ne sont pas modifiées afin de ne pas compliquer la procédure. Dans les autres domaines le procès-verbal fait

foi jusqu'à preuve du contraire, ce qui est indispensable pour une réglementation stricte et efficace, et doit être transmis au Procureur de la République dans un délai de cinq jours francs sous peine de nullité.

3°) Article 31

Cet article autorise les personnes habilitées par l'article 29 à constater les infractions aux lois et règlements relatifs à la protection de la faune, de la flore et des réserves naturelles, à pénétrer dans les réserves naturelles et donc dans les propriétés privées incluses, sans que les propriétaires et a fortiori d'autres personnes puissent s'y opposer.

Cette mesure, qui risque de ne pas être très populaire tant "l'instinct" de propriété est développé en France, est indispensable si l'on veut que des agents habilités puissent mener à bien leur mission. Les contrevenants seront passibles de lourdes amendes prévues à l'article 32, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les articles 209 et suivants du Code pénal.

4°) Article 32

L'article 32 précise le montant des amendes (2.000 Francs à 40.000 Francs) relatives aux infractions aux dispositions des chapitres I et III. Ce sont des amendes assez lourdes, bien que plus faibles que celles prévues par la loi du 2 Mai 1930 qui pouvaient monter jusqu'à

100.000 Francs. Cependant, le législateur s'est aperçu que ces amendes n'étaient jamais appliquées car trop élevées, et il a jugé qu'une amende de 40.000 Francs (et jusqu'à 80.000 Francs en cas de récidive) était suffisamment élevée quels que soient les cas qui se présenteront. De plus, les agents chargés de constater les infractions à l'article 3 pourront appliquer l'article 379 du Code rural (alinéa 1 et 4) c'est-à-dire pourront confisquer les engins, les instruments de chasse et les véhicules servant au délit. Enfin il sera procédé à la saisie des dépouilles. Ce sont des mesures très dures, mais elles permettront d'éviter que le trafic des dépouilles et des trophées ne se développe et elles feront peut-être réfléchir d'éventuels contrevenants.

5°) Article 33

Cet article stipule que les articles 529 et 530 du code de procédure pénale sont applicables aux infractions commises dans les parcs nationaux, mais pas à celles commises dans les réserves naturelles pour éviter des difficultés d'application. Car si les réserves naturelles étaient visées par ces deux articles cela pourrait entraîner des poursuites devant les Tribunaux au sujet d'infractions pour lesquelles les amendes encourues sont de faible taux (5). Pour des raisons d'économie vis-à-vis du Trésor Public, les amendes sont acquittées au moyen d'un timbre-amende et non plus par le système du

carnet à souche jugé trop onéreux dans ce cas.

6°) Article 34

Cet article permet d'appliquer les articles 21-2 à 21-8, 22 et 23 de la loi du 2 Mai 1930 modifiée par les lois du 1er Juillet 1957 et du 28 Décembre 1967 aux réserves naturelles. Cela signifie que, lors des travaux entrepris dans des réserves naturelles, modifiant leur état ou leur aspect, sans autorisation du ministre chargé de la protection de la nature, l'interruption des travaux peut être ordonnée par l'autorité judiciaire saisie des poursuites. Après jugement, le juge peut ordonner la remise en état des lieux sous peine d'astreinte et, à l'expiration d'un délai fixé par le jugement, le ministre peut faire procéder d'office aux travaux nécessaires à la remise en état (article 21-2 à 21-8). Le jugement peut être accompagné d'une peine de un mois à deux ans de prison, assortie d'une amende de 500 à 2.000 Francs (article 22). Enfin, l'article 23 fait appel aux circonstances atténuantes.

La reprise de ces articles qui ne figurent pas dans la législation sur les parcs nationaux, était indispensable pour éviter la destruction de certains sites et habitats. En effet, aucune peine ne pourra recréer un site naturel saccagé; il est donc important d'intervenir au tout début du saccage pour limiter les dégâts, ce qui n'empêchera pas de punir les coupables plus tard, après un jugement.

Il est bien précisé que pour les réserves naturelles le ministre chargé de la protection de la nature remplace le ministre des affaires culturelles.

7°) Article 35

Cet article permet d'harmoniser le régime de toutes les réserves naturelles en appliquant les dispositions des articles 22, 23, 25, 29 à 32 et 34 de la présente loi aux réserves naturelles créées par la loi du 2 Mai 1930 (article 8bis) C'est une précision qui se devait d'être signalée mais qui est des plus logiques.

VIII - Chapitre VI - Dispositions diverses:

Ce chapitre traite diverses dispositions qui n'ont pas trouvé de place dans les chapitres précédents mais qui concernent toujours la protection de la nature.

1°) Article 36

C'est un article sur la chasse qui se compose de deux parties modifiant chacune un article du Code rural.

- La première partie complète un peu l'article 18 de cette loi en précisant que dans les parties de réserves naturelles ou de parcs nationaux, où la chasse est autorisée, ainsi que dans les zones périphériques des parcs nationaux, un plan de chasse institué par arrêté ministériel, peut être établi pour certaines espèces. Il faut bien se rendre compte que la chasse est autorisée dans -

ces zones pour ne pas mécontenter les chasseurs qui sont de plus en plus nombreux chaque année; mais le gibier se faisant de plus en plus rare et les chasseurs n'étant pas étrangers à cet état de fait, le gouvernement ou ses représentants doivent instituer des plans de chasse afin de ne tuer que l'excédent de gibier et de maintenir une population stable ou en légère augmentation pour les espèces menacées de disparition.

A titre indicatif, on peut remarquer que pour la réserve nationale de chasse des Bauges, plus de 80 % de l'effectif de chamois prévu par le plan de chasse disparaît dans les 4 jours qui suivent l'ouverture.

Ces dispositions seront insérées dans l'article 373 du Code rural, le rendant encore plus long et plus complexe qu'il n'était déjà. Mais le législateur, pressé en cela par le gouvernement, n'a pas cru bon de créer un nouvel article, car pour pouvoir indemniser les dommages causés par le grand gibier, aux termes de l'article 373, dans les nouvelles portions de territoire où sera mis en oeuvre un plan de chasse de ces espèces, il fallait que ces nouvelles dispositions constituent un alinéa de l'article 373.

- La deuxième partie tend à reprendre l'article 366 du Code rural qui laissait dans sa première rédaction beaucoup de libertés aux propriétaires de terrain attenant à une habitation, pour chasser le gibier à poil et à plume en tous temps,

même sans permis de chasse. La nouvelle rédaction de l'article permet la chasse du gibier à poil vivant dans une propriété parfaitement close, empêchant complètement le passage de ce gibier et possédant une habitation.

Cette chasse sera permise en tous temps, mais la chasse aux oiseaux sauvages, en particulier les espèces migratrices, ne sera plus autorisée que pendant les périodes de chasse habituelles.

Pour éviter de compliquer le texte de loi, c'est un décret en Conseil d'Etat qui définira les espèces d'oiseaux d'élevage qui pourront être chassées dans les propriétés privées. Ce décret définit également les modalités du contrôle exercé pour faire respecter ces dispositions.

Cependant, le fait que le Code rural ne permette pas la pénétration sauf avec un ordre de perquisition, dans un enclos attenant à une habitation, fait que le contrôle se fera uniquement à la sortie, ce qui restreint beaucoup la valeur de ce contrôle puisque le propriétaire pourra, par exemple, tuer et consommer sur place un animal dont la chasse est prohibée.

2°) Article 37

Cet article vise à donner une plus grande polyvalence aux agents des parcs nationaux et à ceux de l'Office National de la Chasse. Les premiers pourront lutter contre les abus commis par des braconniers en périphérie des zones protégées.

Les seconds pourront intervenir en matière de pêche.

Cet article permet d'employer plus rationnellement ces personnels et surtout de pallier en partie à l'insuffisance d'effectif de ces agents.

3°) Article 38

L'article 38 reprend l'idée de l'article précédent et habilite les agents des parcs nationaux et des réserves naturelles à intervenir dans les zones maritimes de ces parcs et de ces réserves. Ils sont alors commissionnés et assermentés par le ministre chargé de la marine marchande et des pêches maritimes afin de rester dans l'esprit de l'article 8 de la présente loi concernant la pêche maritime et la conchyliculture destinées à la consommation.

4°) Article 39

Cet article précise que les procès-verbaux des agents visés aux articles 37 et 38 font foi jusqu'à preuve du contraire, et ceci afin que tous les procès-verbaux délivrés par ces agents aient la même valeur et qu'ils aient valeur de serment, ce qui est normal pour des procès-verbaux traitant de problèmes semblables (voir article 30).

5°) Article 40

L'article 40 est excessivement important et novateur pour la protection de la nature.

En effet, il concrétise l'article 1 de cette loi qui stipule: " qu'il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel", car il donne la possibilité aux associations sérieuses de protection de la nature d'aider les pouvoirs publics dans cette oeuvre.

Ces associations auront des droits étendus et précis, mais avant de les leur déléguer, les pouvoirs publics prennent des précautions quant au sérieux et à l'honnêteté de ces associations.

5° - a) Précautions:

Ces associations doivent exister depuis au moins trois ans afin que leurs buts soient clairement exprimés et soient uniquement liés à la défense de l'environnement. En effet, il serait imprudent de donner des pouvoirs importants à une association qui se créerait au moment où un problème ayant trait à la dégradation de l'environnement apparaîtrait car cette association, sous couvert de buts louables pourrait détourner à d'autres fins les pouvoirs qui lui seraient délégués.

De plus, ces associations doivent faire l'objet d'un agrément du ministre chargé de la protection de la nature, qui pourra ainsi écarter toute association n'ayant pas les buts avoués dans ses statuts.

Ces précautions sont nécessaires mais il faut espérer que les agréments seront délivrés en toute justice et indépendamment de tous motifs politiques.

5° - b) Droits:

Droit pour toutes les associations, même non agréées, d'engager des actions devant les juridictions administrative pour griefs se rapportant à la protection de la nature et de l'environnement.

Droit pour les associations agréées de participer à l'action des organismes publics pour la protection de la nature et de l'environnement.

Enfin, droit pour ces mêmes associations de se porter partie civile en cas d'infractions aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 18 portant préjudice direct ou indirect aux intérêts qu'elles ont pour objet de défendre. Avoir le droit de se porter partie civile est déjà une grosse responsabilité mais l'avoir pour un préjudice direct et indirect donne à ces associations une compétence très étendue.

Cet article constitue un pas important dans la direction d'une meilleure protection de la nature et du cadre de vie car il confère aux associations de réelles possibilités d'action, celles-ci étant souvent aussi sérieuses que dynamiques.

6 °) Article 41

L'article 8 bis de la loi du 2 Mai 1930 modifiée permettait la création de réserves naturelles en utilisant les dispositions générales de cette loi relative à la protection des monuments naturels et des sites. Etant donné que la présente loi institue des mesures particulières à la création et à la protection des réserves

naturelles, cet article n'a plus de raison d'être et est abrogé.

7°) Article 42

Cet article rappelle que les modalités d'application de la loi seront déterminées en Conseil d'Etat, mais que la loi doit s'appliquer sans délai dès sa promulgation, quand la présence d'un décret d'application n'est pas nécessaire.

8°) Article 43

L'application des dispositions des lois françaises dans les territoires d'outre-mer est de la compétence des assemblées territoriales. Cependant, comme il n'existe pas d'assemblée compétente pour légiférer en ce domaine sur les terres australes et antarctiques françaises, le législateur a décidé que la loi devait s'appliquer sur ces deux territoires. D'autant plus que ces deux territoires abritent de nombreuses espèces animales devant être protégées. Il faut espérer que les autres territoires d'outre-mer suivront cet exemple.

La présente loi est par ailleurs applicable de plein droit aux départements d'outre-mer, en l'absence de stipulation contraire.

B - ANALYSE CRITIQUE

Après avoir analysé en détail le texte de la loi du 10 Juillet 1976, il est essentiel de faire le point en proposant une critique objective de ce texte. Cette critique va faire ressortir les avantages découlant de la loi, et ses limites.

Si les avantages sont d'ores et déjà bien connus, nous ne les rappellerons qu'en fin de paragraphe, les limites demandent une étude plus détaillée.

I - limites

1°) Limites constitutionnelles:

Ce sont les limites ayant trait directement à la manière de rédiger une loi et à ce qu'elle doit contenir. En effet, la constitution a prévu qu'une loi était une sorte de cadre dont les modalités réglementaires étaient fournies par des décrets d'application. Cependant, pour cette loi les décrets d'application sont extrêmement nombreux car le gouvernement a préféré se laisser une certaine liberté d'action en réalisant ces décrets et pour cela il s'est opposé à tout amendement ayant une connotation réglementaire (alors que ce n'est pas le cas pour toutes les lois). Par ailleurs, les parlementaires, frappés par les lacunes existantes, ont essayé de les combler le plus rapidement

possible et sont alors tombés dans le domaine réglementaire au lieu de fixer un cadre strict, à bords nets, proposant des directives précises. Il faut cependant remarquer que ce n'est pas le cas pour tous les articles, mais c'est une impression générale qui se dégage à la lecture de la loi et des débats parlementaires.

2°) L'étendue de la loi :

Si quelques députés ont regretté que cette loi ait passé complètement sous silence les problèmes de pollution et de protection de l'air, de l'eau et du sol, les amendements proposés dans ce sens ont néanmoins toujours été timides.

En effet, parler de protection de la nature en négligeant la protection de l'air, de l'eau et du sol et en oubliant la pollution, est un non sens, et pourtant c'est ce qui s'est passé. A cela plusieurs raisons peuvent être invoquées. Tout d'abord les articles 1 et 2 de la loi vont permettre une certaine protection des trois milieux précités, mais rien n'est réellement interdit et toute décision fera l'objet d'une discussion. A la même époque, se discutaient ou se préparaient d'autres lois ayant trait à ces problèmes (loi sur l'urbanisme, sur les établissements classés, les immersions en mer, les déchets, le code minier, la protection de l'eau, la protection de l'air)

Les parlementaires n'ont alors pas voulu faire double emploi. Enfin il est très difficile de faire une loi qui protégera l'environnement sans gêner l'industrialisation et l'urbanisation. C'est donc un problème de fond pour la société contemporaine, mais à moins d'une révolution il ne sera jamais

réglé que par des biais.

3°) Restriction pour l'application

Les restrictions ont déjà été exposées lors de l'analyse de la loi, nous ne prendrons donc que deux exemples afin de souligner leurs conséquences pour la préservation de la nature et leur relative fréquence dans cette loi.

3° - a) Les réserves naturelles

Dans cette loi le gouvernement et les parlementaires donnent une possibilité de protection aux réserves naturelles à statut libre et étendent l'action des agents de contrôle aux zones maritimes des réserves naturelles. Cette protection sera alors peu efficace compte tenu du nombre d'agents dont dispose le pays. En effet, au 1er Mai 1975 il y avait seize réserves naturelles officiellement créées, ce qui représentait 26.281,5 hectares; or, l'effectif des agents et des gardes visés à l'article 29 de la loi (exception faite des agents et officiers de police judiciaires, des agents des douanes et des agents chargés de la police du domaine maritime qui ont peu à s'occuper de ces problèmes) est de 9.706, c'est-à-dire à peu près 1 pour 3 hectares. Mais tout ce personnel ne travaille pas en même temps et beaucoup ne s'occupent pas exclusivement de la protection des réserves naturelles.

Au regard du budget du ministère de la qualité de la vie, il est peu probable de voir une augmentation importante des agents et gardes d'ici peu, et cette extension des zones à protéger risque alors de nuire à la préservation de l'ensemble.

3° - b) La protection de l'animal

Le problème posé par l'article 9 du chapitre de

de la protection de l'animal a été largement discuté dans l'analyse de la loi. Si nous le reprenons ici c'est pour souligner combien cet article limite la liberté des propriétaires d'animaux. En conséquence, un tel article voit sa portée réduite à néant car son contenu est inapplicable dans notre société urbaine et dans les conditions d'élevage actuelles.

II - Avantages

Si la loi a des limites importantes et nombreuses, elle apporte cependant beaucoup à la protection de l'environnement:

- L'étude d'impact est un grand pas en avant pour un aménagement plus raisonnable de l'espace et des milieux naturels.
- La protection de la faune et de la flore prend la consistance qui lui manquait depuis longtemps.
- Les réserves naturelles obtiennent un statut beaucoup plus strict et permettront localement une préservation totale de la faune, de la flore et même de l'habitat.
- La reconnaissance d'une sensibilité de l'animal devrait provoquer un changement radical des mentalités vis-à-vis de l'animal considéré encore trop souvent comme un objet.
- Enfin, les pouvoirs délégués aux associations devraient permettre une meilleure protection de l'environnement.

CONCLUSION

=====

Nous avons essayé d'analyser l'évolution de la protection de l'environnement au cours des dernières décennies et son application par la loi du 10 Juillet 1976 relative à la protection de la nature à travers trois grands chapitres.

Le chapitre premier décrit l'évolution de la législation et de l'opinion publique vis-à-vis de cette protection.

Le deuxième chapitre examine les travaux préparatoires de la loi.

Enfin le dernier chapitre s'attache à analyser et à critiquer objectivement cette loi.

Au cours de ce travail nous avons pu nous apercevoir combien le titre de la loi était ambitieux par rapport à son contenu; malgré des progrès non négligeables et nombreux il ne s'agit cependant pas d'une protection de la nature mais de l'étude de quelques points, assez vastes néanmoins, ayant trait à la protection de l'environnement.

Il est évident, d'ailleurs, qu'une protection totale de la nature est une tâche qui aurait rapidement essoufflé tous les participants, tant est importante l'oeuvre à accomplir.

Comme nous l'avons ressenti, il est en grande partie impossible de concilier protection de la nature et société industrielle, l'une se développant automatiquement aux dépends de l'autre. Nous nous retrouvons alors devant trois solutions: Soit nous choisissons la protection de la nature prioritairement et nous retournons à "l'âge de pierre " ou peu s'en faut.

Soit nous choisissons la société industrielle et bientôt nous vivrons dans un univers totalement déshumanisé où la folie guettera chacun de nous.

Soit, enfin, nous trouvons un moyen terme en essayant de préserver un peu de nature sauvage et en limitant sans l'étouffer le développement industriel et urbain, tout en sachant que l'on se déplace sur une corde raide toujours prêts à basculer d'un côté ou de l'autre.

Mais, par delà cette loi et ce choix d'un moyen terme, l'essentiel est de définir des accords internationaux ou du moins un consensus international. Car tant que chacun ne se préoccupera que de la protection de son pays, sans réaliser que ce qui est interdit ici est permis à côté, la protection de l'environnement et de la nature ne sera qu'une suite de mots sans signification. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la pollution aérienne et aquatique ou la protection des mammifères marins et des oiseaux migrateurs.

C'est ainsi qu'en 1972, 90 pays se sont réunis à Washington pour établir une convention permettant la sauvegarde de 370 espèces animales et végétales menacées d'extinction. Depuis cette époque 55 pays ont signé la convention mais seulement 25 l'ont ratifiée et force est de constater que la France fait défaut (5).

L'existence de ce consensus est encore plus nécessaire pour les milieux naturels que pour leurs habitants car les milieux naturels conditionnent le développement de leurs hôtes; en particulier pour

les océans qui relient les continents entre eux et transportent sur des milliers de kilomètres les différents effluents qui leur sont confiés. Car, comme le disait le député FORENS à l'Assemblée Nationale: " Au commencement la mer fut pour l'homme un berceau; par la suite il en fit son grenier; il s'en sert maintenant de poubelle, on a trop tendance à l'oublier, et, s'il n'y prend pas garde elle sera bientôt son cercueil ".

Le but à atteindre est donc de concevoir une société qui, dans un consensus international, intégrera les valeurs naturelles au lieu de les repousser.

VU :

LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,

M. COTTEREAU

Vu

LE DOYEN,

LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'École Nationale Vétérinaire, M. FONTAINE

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
M. COUPERT

Vu et permis d'imprimer

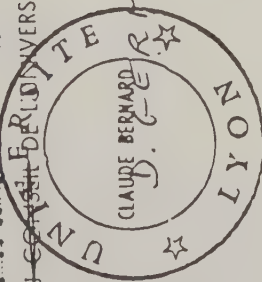
29 MAI 1980

LYON, le

19

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU ~~CONSEIL~~ DE L'UNIVERSITÉ

LYON I



A N N E X ELOI n° 76-629 du 10 JUILLET 1976
RELATIVE A LA PROTECTION DE LA NATURE

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont
la teneur suit:

Art. 1er - La protection des espaces naturels et des paysages, la préservation des espèces animales et végétales, le maintien des équilibres biologiques auxquels ils participent et la protection des ressources naturelles contre toutes les causes de dégradation qui les menacent sont d'intérêt général.

Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel dans lequel il vit. Les activités publiques ou privées d'aménagement, d'équipement et de production doivent se conformer aux mêmes exigences.

La réalisation de ces objectifs doit également assurer l'équilibre harmonieux de la population résidant dans les milieux urbains et ruraux.

Art. 2 - Les travaux et projets d'aménagement qui sont entrepris par une collectivité publique ou qui nécessitent une autorisation ou une décision d'approbation ainsi que les documents d'urbanisme doivent respecter les préoccupations d'environnement.

Les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article.

Il fixe notamment;

D'une part les conditions dans lesquelles les préoccupations d'environnement sont prises en compte dans les procédures réglementaires existantes:

D'autre part:

Le contenu de l'étude d'impact qui comprend au minimum une analyse de l'état initial du site et de son environnement, l'étude des modifications que le projet y engendrerait et les mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement.

Les conditions dans lesquelles l'étude d'impact sera rendue publique;

La liste limitative des ouvrages qui, en raison de la faiblesse de leurs répercussions sur l'environnement, ne sont pas soumis à la procédure de l'étude d'impact.

Il fixe également les conditions dans lesquelles le ministre chargé de l'environnement pourra se saisir ou être saisi, pour avis, de toute étude d'impact.

Si une requête déposée devant la juridiction administrative contre une autorisation ou une décision d'approbation d'un projet visé à l'alinéa 1^{er} du présent article est fondée sur l'absence d'étude d'impact, la juridiction saisie fait droit à la demande de sursis à exécution de la décision attaquée dès que cette absence est constatée selon une procédure d'urgence.

CHAPITRE 1er

De la protection de la faune et de la flore

Art. 3 - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national justifient la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, sont interdits:

La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat;

La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces ou de leurs fructifications, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat;

La destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales

La destruction des sites contenant des fossiles permettant d'étudier l'histoire du monde vivant ainsi que les premières activités humaines.

Art. 4 - Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées:

La liste limitative des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi protégées;

La durée des interdictions permanentes ou temporaires prises en vue de permettre la reconstitution des populations naturelles en cause ou de leurs habitats ainsi que la protection des espèces animales pendant les périodes ou les circonstances où elles sont particulièrement vulnérables;

La partie du territoire national, y compris le domaine public maritime et les eaux territoriales, sur laquelle elles s'appliquent;

La délivrance d'autorisation de capture d'animaux ou de prélèvement d'espèces à des fins scientifiques;

La réglementation de la recherche, de la poursuite et de l'approche, en vue de la prise de vues ou de son et notamment de la chasse photographique des animaux de toutes espèces et les zones dans lesquelles s'applique cette réglementation, ainsi que des espèces protégées en dehors de ces zones.

Art. 5 - La production, la détention, la cession à titre gratuit ou onéreux, l'utilisation, le transport l'introduction quelle qu'en soit l'origine, l'importation sous tous régimes douaniers, l'exportation, la réexportation de tout ou partie d'animaux d'espèces non domestiques et de leurs produits ainsi que des végétaux d'espèces non cultivées et de leurs semences ou parties de plantes, dont la liste est fixée par arrêtés conjoints du ministre chargé de la protection de la nature et, en tant que de besoin, du ou des ministres compétents, s'ils en font la demande, doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 6 - Sans préjudice des dispositions en vigueur relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'ouverture des établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, de vente, de location, de transit, ainsi que l'ouverture des établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Les responsables des établissements visés à l'alinéa précédent doivent être titulaires d'un certificat de capacité pour l'entretien de ces animaux.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements existant à la date de la promulgation de la présente loi dans les délais et selon les modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 7 - Sont soumis au contrôle de l'autorité administrative lorsqu'ils détiennent des animaux visés à l'article 5 ci-dessus:

Les établissements définis à l'article 6 ci-dessus.

Les établissements scientifiques.

Les établissements d'enseignement.

Les établissements et instituts spécialisés dans la recherche bio-médicale, dans le contrôle biologique et dans les productions biologiques.

Les établissements d'élevage,

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées au titre de la présente loi, des mesures administratives pouvant aller jusqu'à la fermeture de l'établissement peuvent être prescrites par le ministre chargé de la protection de la nature.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article.

Art. 8 - Les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits de la pêche maritime et de la conchyliculture destinés à la consommation, ni aux établissements de pêche et aux instituts chargés de leur contrôle.

CHAPITRE II

De la protection de l'animal

Art. 9 - Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce.

Art. 10 - Tout homme a le droit de détenir des animaux dans les conditions définies à l'article 9 ci-dessus et de les utiliser dans les conditions prévues à l'article 276 du code rural, sous réserve des droits des tiers et des exigences de la sécurité et de l'hygiène publique et des dispositions de la présente loi.

Les établissements ouverts au public pour l'utilisation d'animaux sont soumis au contrôle de l'autorité administrative qui peut prescrire des mesures pouvant aller jusqu'à la fermeture de l'établissement indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées au titre de la présente loi. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article.

Art. 11 - Le titre V du livre II du code rural est modifié ainsi qu'il suit:

" TITRE V - De la protection des animaux
" domestiques et des animaux sauvages apprivoi-
" sés ou tenus en captivité ".

Art. 12 - Le premier alinéa de l'article 213 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes:

" Les maires peuvent prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats. Ils peuvent ordonner que les chiens et les

chats soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés. Ils prescrivent que les chiens et les chats errants et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique, dans les champs ou dans les bois, seront conduits à la fourrière et abattus si leur propriétaire reste inconnu et s'ils n'ont pas été réclamés par lui; l'abattage est réalisé dès l'expiration d'un délai de quatre jours ouvrables et francs après la capture. Dans le cas où ces animaux sont identifiés par le port d'un collier sur lequel figurent le nom et le domicile de leur maître ou par tout autre procédé défini par arrêté du ministre compétent, le délai d'abattage est porté à huit jours "

II - L'article 276 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes:

" Art. 276 - Il est interdit d'exercer des mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité".

" Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les mesures propres à assurer la protection de ces animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives et à leur éviter des souffrances lors des manipulations inhérentes aux diverses techniques d'élevage, de parage, de transport et d'abattage des animaux.

" Il en est de même pour ce qui concerne les expériences biologiques médicales et scientifiques qui doivent être limitées aux cas de stricte nécessité. "

Art. 13 - I - Le premier alinéa de l'article 453 du code pénal est ainsi rédigé:

" Quiconque aura, sans nécessité, publiquement ou non exercé des sévices graves ou commis un acte de cruauté envers un animal domestique ou apprivoisé ou

tenu en captivité, sera puni d'une amende de 500 F. à 6.000 F. et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, les peines seront portées au double.

II - L'abandon volontaire d'un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité, à l'exception des animaux destinés au repeuplement, est passible des peines prévues à l'article 453 du code pénal.

Art. 14 - Les associations de protection animale reconnues d'utilité publique peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions à l'article 453 du code pénal et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts qu'elles ont pour objet de défendre.

Art. 15 - L'article 3 de la loi n° 63 - 1143 du 19 Novembre 1963 relative à la protection des animaux est abrogé.

CHAPITRE III

Des réserves naturelles

Art. 16 - Des parties du territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader. Le classement peut affecter le domaine public maritime et les eaux territoriales françaises.

Sont prises en considération à ce titre:

La préservation d'espèces animales ou végétales et d'habitats en voie de disparition sur tout ou partie du territoire national ou présentant des qualités remarquables.

La reconstitution de populations animales ou végétales ou de leurs habitats;

La conservation des jardins botaniques et arboreums constituant des réserves d'espèces végétales en voie de disparition rares ou remarquables;

La préservation de biotopes et de formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables;

La préservation ou la constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage;

Les études scientifiques ou techniques indispensables au développement des connaissances humaines;

La préservation des sites présentant un intérêt particulier pour l'étude de l'évolution de la vie et des premières activités humaines.

Art. 17 - La décision de classement est prononcée par décret, après consultation de toutes les collectivités locales intéressées.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

Art. 18 - L'acte de classement peut soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur de la réserve toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et, plus généralement, d'altérer le caractère de ladite réserve, notamment la chasse et la pêche, les activités agricoles, forestières et pastorales, industrielles, minières, publicitaires et commerciales, l'exécution de travaux publics ou

privés, l'extraction de matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen employé, la divagation des animaux domestiques et le survol de la réserve.

L'acte de classement est établi en tenant compte de l'intérêt du maintien des activités traditionnelles existantes dans la mesure où elles sont compatibles avec les intérêts définis à l'article 16.

Art. 19 - L'acte de classement est publié par les soins du ministre chargé de la protection de la nature au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé et communiqué aux maires des communes concernées de telle façon que l'acte de classement soit transcrit à chaque revision du cadastre.

Cette publication, qui ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor, est faite dans les formes et de la manière prescrites par les lois et règlements concernant la publicité foncière.

Il est notifié aux propriétaires et aux titulaires de droits réels portant sur les immeubles ainsi classés.

Art. 20 - Lorsque le classement comporte des prescriptions de nature à modifier l'état ou l'utilisation antérieure des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain, il donne droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

Dans ce cas, la demande d'indemnisation doit être produite dans un délai de six mois à dater de la notification de la décision de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Art. 21 - A compter au jour où le ministre chargé de la protection de la nature notifie au propriétaire intéressé son intention de constituer une réserve naturelle, aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un délai de quinze mois, sauf autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature et sous réserve de l'exploitation des fonds ruraux selon les pratiques antérieures.

Art. 22 - Les effets du classement suivent le territoire classé, en quelque main qu'il passe.

Quiconque aliène, loue ou concède un territoire classé en réserve naturelle est tenu de faire connaître à l'acquéreur, locataire ou concessionnaire, l'existence du classement.

Toute aliénation d'un territoire classé en réserve naturelle doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre chargé de la protection de la nature par celui qui l'a consentie.

Art. 23 - Les territoires classés en réserve naturelle ne peuvent être ni détruits, ni modifiés dans leur état ou dans leur aspect, sauf autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature délivrée selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat prévoyant notamment la consultation préalable des organismes compétents.

Art. 24 - Afin de protéger, sur les propriétés privées, les espèces de la flore et de la faune sauvage présentant un intérêt particulier sur le plan scientifique et écologique, les propriétaires peuvent demander que celles-ci soient agréées comme réserves

naturelles volontaires par le ministre chargé de la protection de la nature après consultation de toutes les collectivités locales intéressées.

Un décret en Conseil d'Etat précise la durée de l'agrément, ses modalités, les mesures conservatoires dont bénéficient ces territoires ainsi que les obligations du propriétaire, notamment en matière de gardiennage et de responsabilité civile à l'égard des tiers.

Les dispositions pénales prévues au chapitre V s'appliquent à ces réserves.

Art. 25 - Le ministre chargé de la protection de la nature fixe les modalités de gestion administrative de la réserve naturelle et de contrôle du respect des prescriptions contenues dans l'acte de classement ainsi que, le cas échéant, les concours techniques et financiers de l'Etat. Il peut, à cet effet, passer des conventions avec les propriétaires des terrains classés, des associations régies par la loi du 1er Juillet 1901, des fondations, des collectivités locales ou des établissements publics. La gestion des réserves naturelles peut également être confiée à des établissements publics créés à cet effet.

Art. 26 - Le déclassement total ou partiel d'un territoire classé en réserve naturelle est prononcé après enquête publique par décret en Conseil d'Etat.

Le déclassement est notifié aux intéressés, copmmuniué aux maires des communes concernées et publié au bureau des hypothèques de la situation des biens dans les mêmes conditions que le classement.

Art. 27 - Les articles 13 et 17 à 20 de la loi du 2 Mai 1930 modifiée ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, sont applicables aux réserves naturelles créées en application de la présente loi, l'accord du ministre chargé de la protection de la nature étant substitué à celui du ministre des beaux-arts.

CHAPITRE IV

De la protection des espaces boisés

Art. 28 - Le code forestier est ainsi modifié:

I - Dans l'article 158:

- a) L'expression " la conservation des bois " est remplacée par " la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent ".
- b) L'alinéa 8° est complété par les mots:
" ou au bien-être de la population ".

II - Il est inséré au titre III du livre IV du code forestier un article 187 bis ainsi conçu:
" Art. 187 bis - Peuvent également être classés comme forêts de protection pour cause d'utilité publique les bois ou forêts, quel s que soient leurs propriétaires, situés à la périphérie des grandes agglomérations ainsi que dans des zones où leur maintien s'impose, soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population ".

III - Il est inséré entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 188 du code forestier un alinéa supplémentaire ainsi rédigé:

" Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements ".

CHAPITRE V

Dispositions pénales

Art. 29 - Sont habilités à constater les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7, 18, 21, 22, 23 et 24, outre les officiers et agents de police judiciaire énumérés aux articles 16, 20 et 21 du code de procédure pénale et les agents des douanes commissionnés:

D'une part, les fonctionnaires et agents assermentés et commissionnés à cet effet par le ministre chargé de la protection de la nature et qui peuvent être en outre commissionnés pour la constatation des infractions en matière de chasse et de pêche commises dans les réserves naturelles.

D'autre part:

Les agents de l'Etat et de l'office national des forêts déjà commissionnés pour constater les infractions en matière forestière, de chasse, de pêche, d'inspection sanitaire, de protection des animaux ou de protection des végétaux, dans l'étendue des circonscriptions pour lesquelles ils sont assermentés;

Les agents assermentés et commissionnés des parcs nationaux, ceux de l'office national de la chasse et du conseil supérieur de la pêche;

Lorsque les mesures de protection portent sur le domaine public maritime ou les eaux territoriales, les agents habilités par le décret du 9 Janvier 1852, modifié par la loi n° 70-1302 du 31 Décembre 1970, à constater les infractions à la réglementation sur l'exercice de la pêche maritime, ainsi que les fonctionnaires chargés de la police du domaine public maritime et des eaux territoriales.

Art. 30 - Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents désignés à l'article 29 ci-dessus font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils sont remis ou envoyés par lettre recommandée directement au procureur de la République. Cette remise ou cet envoi doit avoir lieu, à peine de nullité, cinq jours francs après celui où l'infraction a été constatée.

Les règles de procédure pénale édictées par les articles 17 à 21 du décret du 9 Janvier 1852 précité sont applicables en cas d'infractions commises sur le domaine public maritime ou dans les eaux territoriales.

Art. 31 - Les fonctionnaires et agents désignés à l'article 29 ci-dessus sont habilités, dans l'exercice de leurs fonctions, à visiter les réserves naturelles en vue de s'assurer du respect des règles auxquelles elles sont soumises et d'y constater toute infraction. Quiconque mettra ces fonctionnaires ou agents dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions, notamment en leur

refusant l'entrée d'une réserve naturelle, sera passible des peines prévues à l'article 32 ci-après sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les articles 209 et suivants du code pénal.

Art. 32 - Sont punies d'une amende de 2.000 à 40.000 F. les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7, 21, 22, 23, 24 et 31 de la présente loi.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 80.000 F.

En outre, les infractions aux dispositions de l'article 3 sont passibles des sanctions prévues aux premier et quatrième alinéas de l'article 379 du code rural.

Les agents chargés de constater ces infractions peuvent procéder à la saisie des dépouilles.

Art. 33 - Les articles 529 à 530-1 du code de procédure pénale sont applicables en matière d'infraction à la législation ou à la réglementation des parcs nationaux lorsque l'infraction commise est punie d'une amende pénale dont le montant n'excède pas un maximum fixé par décret en Conseil d'Etat.

Toutefois, pour ces infractions, l'amende forfaitaire ne peut être acquittée qu'au moyen d'un timbre-amende.

Art. 34 - En cas d'infraction aux dispositions des articles 21 et 23 ou aux prescriptions de l'acte de classement telles qu'elles sont prévues aux articles 17 et 18 ci-dessus, les dispositions

et sanctions édictées aux articles 21-2 à 21-8, 22 et 23 de la loi du 2 Mai 1930 modifiée par la loi n° 57-740 du 1er Juillet 1957 et la loi n° 67-1174 du 28 Décembre 1967 sont applicables aux territoires classés en réserve naturelle, le ministre chargé de la protection de la nature étant substitué au ministre des affaires culturelles.

Art. 35 - Les dispositions des articles 22, 23, 25, 29 à 32 et 34 ci-dessus s'appliquent aux réserves naturelles créées en application de l'article 8 bis de la loi du 2 Mai 1930 susmentionnée.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

Art. 36 - I - Il est inséré à la fin de l'article 373 du code rural un nouvel alinéa ainsi rédigé:

" Dans les parties des réserves naturelles et des parcs nationaux où la chasse est autorisée ainsi que dans les zones périphériques des parcs nationaux, le ministre chargé de la protection de la nature peut instituer et mettre en oeuvre un plan de chasse pour certaines espèces d'animaux."

II - L'article 366 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes:

" Art. 366 - Toutefois, le propriétaire ou possesseur peut, en tous temps, chasser ou faire chasser le gibier à poil dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue et constante faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins et

empêchant complètement le passage de ce gibier et celui de l'homme.

" Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'extension des dispositions de l'alinéa 1er à la chasse de certains oiseaux d'élevage.

" Ce décret définit également les modalités du contrôle exercé pour faire respecter ces dispositions ".

Art. 37 - Sont habilités à constater les infractions en matière de chasse et de pêche fluviale:

Les agents des parcs nationaux, dans la zone périphérique du parc auquel ils appartiennent;

Les agents de l'office national de la chasse, dans la circonscription à laquelle ils sont affectés.

Ces agents sont commissionnés à cet effet par le ministre chargé de la protection de la nature et assermentés.

Art. 38 - Les agents des parcs nationaux et des réserves naturelles sont habilités à constater dans la zone maritime de ces parcs et réserves les infractions aux réglementations intéressant la protection de cette zone.

Ces agents sont commissionnés et assermentés à cet effet par le ministre chargé de la marine marchande et des pêches maritimes.

Art. 39 - Les procès-verbaux des agents visés aux articles 37 et 38 ci-dessus font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils sont remis ou

adressés par lettre recommandée, directement au Procureur de la République; une copie des procès-verbaux dressés en matière de pêche fluviale ou maritime est adressée, selon le cas, soit au chef de service de l'administration chargé de la police de la pêche fluviale, soit au chef du quartier des affaires maritimes.

Art. 40 - Les associations régulièrement déclarées et exerçant, depuis au moins trois ans, leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement peuvent faire l'objet d'un agrément du ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

Les associations ainsi agréées sont appelées à participer à l'action des organismes publics ayant pour objet la protection de la nature et de l'environnement.

Toute association ayant le même objet peut engager des instances devant les juridictions administratives pour tout grief se rapportant à celui-ci.

En outre, les associations agréées peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux articles 3, 4, 5, 6, 7, 18 et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

Art. 41 - L'article 8 bis de la loi du 2 Mai 1930 modifiée par la loi n° 57-740 du 1er Juillet 1957 et par la loi n° 67-1174 du 28 Décembre 1967 est abrogé.

Art. 42 - Des décrets en Conseil d'Etat déterminent en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

Art. 43 - Les dispositions de la présente loi sont applicables aux Terres australes et antarctiques françaises.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1976

Valéry Giscard d'Estaing
Par le Président de la République

Le Premier Ministre,
Jacques CHIRAC

Le ministre d'Etat, ministre de
l'Intérieur
Michel PONIATOWSKI

Le ministre d'Etat, garde des sceaux
Ministre de la Justice
Jean LECANUET

Le ministre de la Défense
Yvon BOURGE

Le ministre de l'Equipement
Robert GALLEY

Le ministre de l'Agriculture
Christian BONNET

Le ministre de la qualité de la vie
André FOSSET

Le ministre de la Santé
Simone WEIL

Le ministre de l'industrie et de la recherche
Michel d'ORNANO

Le secrétaire d'Etat aux
Transports
Marcel CAVAILLE

Le secrétaire d'Etat à la culture
Michel GUY

Le secrétaire d'Etat aux
départements et territoires
d'Outre-mer
Olivier STIRN

BIBLIOGRAPHIE

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

1 - CODE RURAL ET CODE FORESTIER

11^è édition. Jurisprudence Générale Dalloz ed.
Paris - 1976

2 - CODE RURAL ET CODE FORESTIER

12^è édition. Jurisprudence Générale Dalloz ed.
Paris - 1978

3 - LOI N° 76-629 du 10 JUILLET 1976 RELATIVE

A LA PROTECTION DE LA NATURE

J.O. Lois et Décrets 13 Juillet 1976

4 - PROJET DE LOI RELATIF A LA PROTECTION DE LA

NATURE

J.O. Débats parlementaires Avril 1975 -n°1565

5 - TRAVAUX PREPARATOIRES

J.O. Débats parlementaires 1975 et 1976

Assemblée Nationale

1° lecture 1975: n° 1764

1° lecture 1976: 1^{ère} et 2^è séances 22 avril 1976
et 1^{ère} séance 27 avril 1976

2° lecture 1976: n° 2309, 2372
et 2^è séance 11 juin 1976

3° lecture 1976: n°2404, 2414
et 2^è séance du 25 juin 1976

Sénat

1° lecture 1976: n° 269, 293, 294
et séance du 18 mai 1976

2° lecture 1976: n° 350, 354
et séance du 17 juin 1976

PERIODIQUE

- 6 - Journal Quotidien LE MONDE -
Le Monde éd. 5, rue des Italiens - 75001 Paris -
Collection 1960 à 1975

OUVRAGES

- 7 - DORST (J)
" Avant que nature meure " 2è édition
Delachaux et Niestlé éd. Neuchatel 1970 540 p.
- 8 - GEORGE (P)
" L'environnement " 3è édition
Presses Universitaires de France éd. Paris 1976 126 p.
- 9 - GRANGEON (A)
" Protection des Animaux "
Th. Doct. Vét. Lyon 1942
- 10 - (N)
" L'écologie - enjeu politique "
Dossiers et Documents du Monde Le Monde éd. Paris 1978
- 11 - SERRES (JM)
" Législation relative à la protection des animaux "
Th. Doct. Vét. Toulouse 1967
- 12 - SIMON (G)
" La protection des animaux, ce qu'elle est,
ce qu'elle peut être "
Th. Doct. Vét. Paris 1968
- 13 - SIMONNET (D)
" L'écologisme "
Presses Universitaires de France éd. Paris 1979 126 p.

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>PLAN D'ETUDE</u>	5
Chapitre Premier: <u>EVOLUTION DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DEPUIS UN SIECLE</u>	8
A - L'appareil réglementaire existant en 76:	9
I - Un appareil réglementaire inadapté pour les ensemble naturels	9
II - Un appareil réglementaire insuffisant pour la protection de la faune et de la flore	12
III - Un appareil réglementaire désuet en matière de protection de l'animal	14
B - La prise de conscience écologique	17
I - Un drame de vingt ans à Minamata	17
II - Une science évolutive: l'écologie	18
III - Des faits révélateurs	19
IV - L'engagement des médias	21
V - L'écologie dans l'éducation	24
VI - Un foisonnement d'associations de protection	25
VII - Un débat international	26
VIII - Ecologie et politique	27

C - Difficultés pour l'élaboration de la loi ..	31
I - Limites de l'étendue de la loi	31
II - Une terminologie nouvelle	34

Chapitre Deuxième - TRAVAUX PREPARATOIRES DE

LA LOI 38

A - Le projet de loi	39
I - Prise en compte de l'environnement dans le domaine de l'équipement	40
II - Préservation de la faune et de la flore	40
III - Protection de l'animal	41
IV - Rénovation de la législation sur les réserves naturelles	41
V - Dispositions pénales	42
B - Débats parlementaires	42
I - Bilan des amendements	42
II - Les débats	45

Chapitre Troisième - ANALYSE DE LA LOI 51

A - Contenu	52
I - Article 1 52	52
II - Article 2	54
III - Chapitre I	59
IV - Chapitre II	66
V - Chapitre III	74
VI - Chapitre IV	82
VII - Chapitre V	84

VIII - Chapitre VI	88
B - Analyse critique	95
I - Limites	95
II - Avantages	98
<u>CONCLUSION</u>	99
<u>ANNEXE</u> - Loi n° 76-629 du 10 Juillet 1976 relative à la protection de la nature	102
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	123
<u>TABLE DES MATIERES</u>	

